

N°16  
ÉTÉ 2015



# Révolution Permanente

Revue du Courant Communiste Révolutionnaire du NPA / [www.ccr4.org](http://www.ccr4.org) / 3€

**Criminalisation des mouvements sociaux,  
loi sur le renseignement, vigipirate**



Au sommaire  
également...

- MÉDITERRANÉE.  
DES MASSACRES  
PRÉMÉDITÉS
- GRÈCE. TSIPRAS  
FACE À LA TROIKA
- RUSSIE-OCCIDENT.  
LE 9 MAI DE  
POUTINE
- BALTIMORE.  
VIOLENCES  
POLICIÈRES ET  
QUESTION NOIRE
- FÉMINISME ET  
ISLAMOPHOBIE

## Leur démocratie et la nôtre



## DOSSIER

### Leur démocratie et la nôtre

- 03. Répression et tournant bonapartiste dans la France de Hollande et Valls
- 07. « Pas de prison pour Gaëtan et tou-te-s les condamné-e-s pour avoir manifesté » : une vaste campagne pour affirmer notre droit à la révolte
- 10. Baltimore contre la violence d'Etat et retour de la question Noire
- 12. Des massacres de migrants commandités par l'Europe
- 16. Ordre bourgeois, pouvoir et néo-utopisme

## Situation nationale

- 22. Droit du travail. Vers la généralisation de l'accord d'entreprise ?

### DANS LES BOÎTES

- 26. Déjà trois mois de lutte pour les Carrefour Market. Interview
- 30. Menaces sur l'emploi à Malhe-Behr France. Interview

### A lire sur [ccr4.org](http://ccr4.org)

Le Pen suspendu : un fachos de moins ?

## Situation internationale

- 31. Grèce : La Troïka n'est pas partie, et sa pression est toujours plus forte
- 34. Tsipras entre reculades, "lignes rouges" et manoeuvres
- 35. Burundi. Le retour de Nkurunziza après le coup d'Etat manqué
- 37. Russie : Le défilé du 9 mai à Moscou, une démonstration de force pour Poutine
- 39. Argentine : Le troskysme en deuxième position aux élections municipales de Mendoza

### A lire sur [ccr4.org](http://ccr4.org)

Quelle situation en Grande-Bretagne après les élections ?

## Bread & Roses

- 40. Le féminisme face à l'islamophobie occidentale
- 44. Marche des Fiertés 2015 : Nouvelles polémiques à l'affiche

## Kultur & Kritik

- 45. Marx à Venise. Une biennale sous le signe de la transformation

## RÉVOLUTION PERMANENTE

est la revue publiée par le Courant Communiste Révolutionnaire (CCR) du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Créé en avril 2011, le CCR est formé par des militantes et militants issus de parcours et de traditions diverses. Certains viennent de l'ancienne LCR ou d'autres courants d'extrême gauche, certains ont commencé à militer avec le NPA, d'autres camarades encore sont membres de la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale. Le CCR était une des composantes de la Plateforme 3 qui s'est constituée pour le dernier Congrès du NPA. Cette dernière comptait 22 % des délégués.

Le CCR défend une stratégie et une orientation révolutionnaires pour le parti afin de trancher avec les ambiguïtés et le flou stratégiques qui caractérisent le NPA depuis son Congrès de fondation. L'enjeu est de réaffirmer, à la fois dans l'orientation mais aussi dans la pratique militante, l'actualité d'un projet révolutionnaire qui combat ouvertement pour la destruction de l'État capitaliste et la construction d'un nouveau pouvoir fondé sur les organismes d'auto-organisation des masses.

Le CCR tente d'être cohérent avec cette stratégie, dans sa construction et le combat que mènent nos camarades sur leur lieu de travail, d'étude et d'intervention. C'est ce que nous avons voulu montrer, à notre échelle, en jouant un rôle actif dans le mouvement contre la réforme des retraites à l'automne 2010 et plus récemment dans le soutien actif des luttes ouvrières en appuyant les tendances à la coordination de celles-ci. C'est avec cette pratique et par une lutte politique résolue que nous entendons que le NPA devienne un instrument dirigeant pour la lutte des classes et pour la révolution.

Quand l'Etat bourgeois tombe le masque

# RÉPRESSION ET TOURNANT BONAPARTISTE DANS LA FRANCE DE HOLLANDE ET VALLS



«Si je suis condamné, je ne prétendrai pas à d'autres niveaux de jugement en quêtes de sentences plus favorables. Subir une condamnation pour mes opinions est une offense suffisante pour ne pas y revenir avec un autre procès, une autre répétition de mes arguments. Je continuerai mon opposition derrière le mur prescrit par le jugement. Mon corps est d'accord avec moi, comme d'habitude lorsque j'escalade une paroi. Notre liberté ne se mesure pas à des horizons dégagés, mais à la cohérence entre mots et actions.»

Erri de Luca, *La parole contraire*, 2014

«La répression ne spéculé en définitive que sur la peur. Mais peut-elle suffire à combattre le besoin, l'esprit de justice, l'intelligence, la raison, l'idéalisme, toutes forces révolutionnaires manifestant la puissance formidable et profonde des facteurs économiques d'une révolution? en comptant sur l'intimidation, les réactionnaires, perdent de vue qu'ils suscitent plus d'indignation, plus de haine, plus de soif de martyr que de crainte véritable. Ils n'intimident que les faibles: ils exaspèrent les meilleurs et trempent la résolution des plus forts,

Victor Serge, *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, 1921/1925

## Comité de Rédaction

Depuis les interdictions de manifester en soutien au peuple palestinien de l'été 2014 jusqu'à la Loi sur le Renseignement en passant par tout ce qui découle de «l'union nationale» post-attentats, l'Hexagone est le théâtre d'un crescendo d'opérations répressives dont le meurtre de Rémi Fraisse a été l'incarnation la plus emblématique. Au cours de cette période, c'est une refonte du paysage politico-idéologique qui s'est esquissée, clairement marquée par un tournant autoritaire de l'exécutif, tirant profit de «l'esprit du 11 janvier». Aujourd'hui, par-delà les faits, l'enjeu est de tenter de comprendre la nature de ce tournant, lié au bonapartisme dont est génétiquement porteuse la V<sup>e</sup> République, mais dans un contexte caractérisé par d'inquiétantes singularités.

## « Où va la France » de Hollande et Valls ?

Bonapartisme? Le terme, au vu du marxisme classique, peut sembler exagérer. Il existe néanmoins toute une gamme de formes et de degrés de bonapartisme, du plus «soft» et «consensuel» au plus dictatorial. Toutes ses manifestations, cependant, sont des expressions de la décomposition et de la crise des mécanismes de représentation démocratico-bourgeois. Toutes indiquent la difficulté ou l'incapacité de la classe dominante à concilier la satisfaction de ses intérêts de classe avec l'ordre «démocratique» le plus classique, même si elle n'a pas recours d'emblée de la solution la plus extrême, la solution fasciste.

La présidence Hollande a d'abord été marquée, dans un contexte de «dialogue so-

cial» pratiqué, dans un premier temps, par toutes les centrales, par une politique franchement pro-patronale avec l'ANI puis le Pacte de Responsabilité. Le «gouvernement de combat» emmené par le premier flic de France a ensuite initié au plan politique, sans que cela ne remette en cause fondamentalement la «stratégie de dialogue» (même si les conditions sont telles que les «protestataires», FO ou la CGT, ont dû rompre, au moins sur la forme, avec cette logique) un véritable tournant autoritaire dans l'hexagone, en écho direct au renforcement de l'impérialisme français dans son pré-carré africain d'abord, mais aussi en Irak. Pour ne rappeler que les moments les plus emblématiques, ce furent d'abord les interdictions de manifester en soutien au peuple palestinien,



judiciaire à une échelle plus large que par le passé – en particulier, au-delà des zones de longue date soumises au non-droit de l'arbitraire policier, avec son racisme et son sexisme structurels, que sont les quartiers populaires et les banlieues<sup>1</sup>. Mais à une échelle institutionnelle bien plus vaste et plus profonde, c'est bien la Loi sur le Renseignement qui ouvre maintenant, dans l'évidence, une nouvelle page de l'histoire de France.

Certes une instabilité hégémonique certaine au plan des formations politiques persiste, la déroute chronique du PS n'étant nullement contrebalancée par un leadership quelconque, qu'il émane de l'UMP et des «Républicains» nouvelle vague ou de Marine Le Pen, ni, encore moins, à la gauche du PS et à l'extrême-gauche. Mais le tournant bonapartiste opéré par le gouvernement ne s'en trouve pas moins élargi et renforcé au plan institutionnel, les prérogatives régaliennes et répressives *du régime* trouvant en l'occurrence à s'élargir, c'est-à-dire à multiplier les moyens d'instaurer, dans ce pays, un *état d'exception permanent* et un *règne de l'arbitraire* à une échelle de masse inédite, auto-légitimé en permanence à coup de « sécurité », d'anti-terrorisme et, de nouveau, de « morale républicaine ».

La stratégie de la tension inaugurée par Valls a évidemment des aspects curatifs : apporter un remède à un

[1] Cf. M. Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*, Paris, La Fabrique, 2012, qui démontre méthodiquement la reprise, par la V<sup>e</sup> République, des méthodes et stratégies policières qui avaient fait leur preuve lors de la guerre d'Algérie notamment, en matière des gestion des conflits dans les zones dites « sensibles » depuis les années 80, en passant par la révolte des banlieues de 2005, jusqu'à aujourd'hui. C'est à la généralisation progressive de ces méthodes, au-delà des enclaves « endocoloniales », au mouvement social en général, en écho à leur extension dans d'autres pays contre le mouvement altermondialiste depuis la fin des années 1990, que nous assistons aujourd'hui en France.

puis, dans la continuité de la contention orchestrée de la résistance à Notre-Dame-Des-Landes, les opérations militaro-policières de plus en plus méthodiques autour de la ZAD du Testet à Sivens, ponctuée fin octobre par le meurtre de Rémi Fraisse. Dans plusieurs grandes villes de France, et notamment à Toulouse, toute une série de manifestations en hommage au jeune militant écologiste et contre les violences policières furent interdites et réprimées dans la foulée, avec leur cortège d'arrestations arbitraires, de procès et de condamnations qui n'en finissent pas, du reste, de tomber.

Sans généraliser excessivement la physionomie locale, Toulouse, qui est depuis cette période au centre de l'attention de l'exécutif, a vu se systématiser de façon inédite – préfecture et Mairie UMP travaillant de concert – une méthode chaque fois améliorée de pacification de la rue, d'encadrement et ou de criminalisation des résistances militantes, complétée d'attaques des droits démocratiques, non seulement de manifester, mais aussi de s'exprimer (interdiction d'un meeting en soutien à la Palestine), sans parler de la volonté de la mairie d'expulser la CGT de son local historique qu'est la Bourse du travail.

### Loi sur le Renseignement : vers l'état d'exception permanent ?

Ces éléments marquant laissent pressentir une extension de la logique gouvernementale de criminalisation des luttes, de militarisation de l'espace public, et de répression policière et

Pour Gaëtan et tou-te-s les manifestant-e-s condamné-e-s, des milliers de soutien pour réaffirmer notre droit à la révolte. Avec la participation de : **ETUDIANTS** à Paris, **RAÚL GODÓY** (dirigeant du Parti des Travailleurs Socialistes - Argentine), **Saïdou** (rappeur du groupe ZEP), **TRAVAILLEURS SANS PAPIERS**, **OLIVIER BESANCENOT** (NPA), **Jean-Luc MÉLENCHON** (PG), **ARLETTE LAGUILLER** (Lutte ouvrière), **MIGUEL BENASAVAC** (philosophe)...

mal pluriel, le besoin de la bourgeoisie française de passer aux réformes structurelles propices au maintien à tout prix de son taux de profit, compenser la perte croissante, par-delà les oscillations de l'indice de popularité de l'exécutif, de sa légitimité et l'effondrement de sa base sociale qu'est le «peuple de gauche», et enfin, tuer dans l'œuf les résistances particulièrement radicales qui se font jour, dans la jeunesse en premier lieu. Mais elle est également *préventive*, car elle donne à la bourgeoisie autant des gages de fiabilité qu'un cap politique, elle dessine la voie à emprunter par laquelle toute contestation à venir pourra être contenue.

Toute la V<sup>e</sup> république est marquée par ce qu'un certain Mitterrand appelait jadis, contre De Gaulle, un «coup d'Etat permanent», son présidentialement, le poids de son exécutif et les outils permettant de court-circuiter le parlement, à l'image du 49.3 réactivé il y a peu pour faire passer la loi Macron. Son histoire est scandée par de multiples moments bonapartistes et d'innombrables preuves de son caractère d'Etat policier, par exemple lors de la révolte des banlieues en 2005 et l'Etat d'urgence décrété alors par De Villepin. Les vagues répressives, d'arrestations, de condamnations, mais aussi de meurtres par l'appareil répressif, ne sont pas chose nouvelle. Sans même remonter aux années 60, il suffit d'avoir à l'esprit celui de Malik Oussekiné, en 1986<sup>2</sup>, la répression des « émeutes urbaines » de l'automne 1995 lors du grand mouvement unitaire contre le plan Juppé. On peut effectivement rappeler, quantitativement parlant, qu'il y a eu plus de condamnations à de la prison ferme dans le foulée du CPE en 2006 qu'à l'occasion des manifestations interdites depuis l'automne 2014.

Mais la quantité ne fait pas la qualité: outre la Loi sur le Renseignement et le profil d'ensemble qu'imprime

actuellement le tandem Valls-Hollande à l'ordre républicain, *c'est la première fois qu'un tel tournant bonapartiste s'opère sous un gouvernement PS*. Cela reflète non seulement le déplacement général à droite des coordonnées idéologiques dans le pays mais prouve à quel point les sociaux-libéraux, qui n'ont plus rien de même simplement «réformiste», font intégralement partie du camp des classes dominantes. Cela montre également à quel point l'Etat et le régime républicains en France sont l'instrument majeur, par-delà les contradictions qui les travaillent, de la dictature de la bourgeoisie sur le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse, brisant les illusions sur sa «nature» démocratique.

### Le sang et le feu du pouvoir bourgeois

Mais la répression des luttes n'est ni un hasard ni une question de conjoncture: c'est un volet congénital de l'action des Etats républicano-démocratiques, en continuité totale avec un système économique qui né «dans le feu et le sang», comme le résumait disait Marx dans le *Capital*. Sans même parler des autres types d'Etats, qui manient le bâton à la moindre occasion, les pays capitalistes centraux dits « démocratiques » (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Italie, France, Allemagne...), ont transformé progressivement au cours des vingt dernières années leurs stratégies policières du maintien de l'ordre, se nourrissant des théories de la contre-insurrection, par vagues juridiques successives, au point de pouvoir maintenant mettre en

## Loi de Renseignement. Big Brother est bientôt chez vous

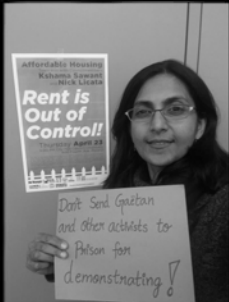
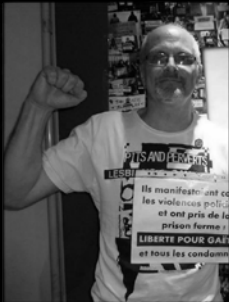


La loi sur le Renseignement organise et légitime une surveillance de masse de la population. Fort de son regain de légitimité boosté par l'opération « Je suis Charlie » et malgré ses déconvenues électorales, Hollande avait en effet besoin d'un arsenal répressif réorganisé pour accompagner sa reprise en main politique. L'exécutif a beau jeu de présenter le texte comme un moyen de définir les pratiques de renseignement exercées par les services français le plus souvent en dehors de tout cadre légal, le Premier ministre a tenté de convaincre que la loi « n'est pas un Patriot Act ». Mais c'est pourtant bien dans les pas de George Bush qu'Hollande et Valls marchent, l'argument de « l'anti-terrorisme » étant fort commode pour faire passer un dispositif qui est en réalité bien plus. Il suffit pour s'en convaincre de se référer aux domaines que peuvent invoquer les services du renseignement pour s'autoriser la mise en place d'un tel système : « l'indépendance nationale, l'intégrité du territoire et de la défense nationale, la prévention du terrorisme, les intérêts majeurs de la politique étrangère, la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions, la criminalité et la délinquance organisée ».

Ce fourre-tout va permettre d'attaquer toute forme de lutte sociale organisée. La séquestration d'un patron, un piquet de grève, l'occupation de locaux, voire tout simplement le fait de manifester sans autorisation, tout ceci pourrait tomber sous le coup de la Loi sur le Renseignement. Tout est fait pour que le ministère de l'Intérieur puisse trouver une case pour telle ou telle lutte, pour tel ou tel mouvement social, de façon à ce que tout individu y participant puisse être l'objet d'une surveillance ou d'un flicage renforcé. C'est un changement total de méthode qui s'annonce officiellement.

Lire sur le site du CCR l'article intégral: J.-P. Clech, « Loi de Renseignement. Big Brother est bientôt chez vous », 17/04/15

[2] A ce sujet: « Malik Oussekiné tabassé à mort par la police en 1986: ni oublié, ni pardon », F. Carpentier, 05/11/14, ccr4.org.



branle de véritables arsenaux, de l'administratif au légal en passant par le policier et le judiciaire, propres à réprimer de façon industrielle, à échelle de masse<sup>3</sup>. La fin de la guerre froide, polarisée par l'équilibre de la terreur, puis la naissance du mouvement altermondialiste en réaction à l'offensive néolibérale, sont le point de pivot de cette évolution, qui a atteint un premier point culminant avec Gênes en juillet 2001, et qui, depuis le tournant 11 septembre 2001 et le *Patriot Act* américain aujourd'hui a pu se muer, sous la bannière durable de l'anti-terrorisme, en arme de guerre contre toute forme de subversion. La France, déjà marquée par « l'excellence » mondialement reconnue de sa police et le plan Vigipirate, est donc aujourd'hui tout simplement en train, avec la Loi sur le Renseignement, de se mettre à la page.

## « Libérez nos camarades ! ». S'organiser contre la répression

Dans ce contexte, chaque contrôle au faciès, chaque camp de Roms détruit, chaque arrestation arbitraire, chaque résistance criminalisée ou pénalisée, chaque condamnation politique, devrait susciter une levée de boucliers dans les organisations du mouvement ouvrier, démocratiques, et dans l'extrême-gauche, sans même parler de la dénonciation des effroyables conditions de détention en France, l'un des pires pays de l'UE sur ce terrain.

Le contexte général de stagnation et de crise profonde des médiations réformistes, syndicales et politique, avec le grand vide idéologique et politique qui les caractérise, et de faiblesse chronique de l'extrême-gauche, est marqué par une difficulté saisissante à répondre immédiatement à ce type de tournant autoritaire. L'attentisme global à gauche en 2005, lors de la révolte des banlieues, en avait déjà été une preuve confondante. La répression étatique, pourtant, est une histoire aussi vieille que celle de la domination de classes. Il suffit de se souvenir de juin 1848, de la semaine sanglante de mai 1871, de « Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression » (Victor Serge). Nombre de réflexes, cependant, ont été oubliés, que ce soit

chez les intellectuels radicaux, dans l'extrême-gauche révolutionnaire ou dans les syndicats. Il est aujourd'hui vital pour notre classe et pour les révolutionnaires de les réactiver mais aussi d'actualiser cette expérience profonde des prolétaires, et de montrer que la défense des droits démocratiques dans ce pays, aujourd'hui, va devenir une voie majeure de défense des intérêts de tous les exploités et de tous les opprimés.

C'est avec cette logique que nous avons mené, jusqu'à présent, la campagne de soutien à deux camarades dont les cas sont particulièrement emblématiques : celui de Gaëtan, condamné à la prison pour avoir manifesté à la mémoire de Rémi Fraisse dans une ville de Toulouse militarisée, et celui de Yann, postier révoqué de La Poste pour faits de grève<sup>4</sup>. « Libérer ces camarades », comme l'ensemble des autres condamnés, ça veut dire, néanmoins, « continuer à lutter », plus que jamais. Refuser la possibilité d'une incarcération de Gaëtan tout comme imposer un recul de l'administration par rapport à la révocation de Yann font partie intégrante de la lutte contre les mesures autoritaires et d'austérité de ce gouvernement, qui prend goût au bonapartisme. Cela fait partie, plus largement, d'un combat plus profond contre les vices structurels du régime Vème républicain, sans pour autant qu'il soit question de numéro. Contrer les mesures répressives tout comme lutter pour l'extension des droits démocratiques et une démocratie plus « généreuse » sont étroitement liés et défrichent d'autant plus le chemin, au moment où la bourgeoisie et son gouvernement sont aux abois, en direction de la seule démocratie qui vaille, celle qui se basera sur la prise du pouvoir par les exploité-e-s.

17/05/15

[3] F. Dupuis-Déri (dir.), *A qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Ecosociété, 2013; L. J. Wood, *Crisis and Control. The Militarization of Protest Policing*, London, Pluto Press, 2014.

[4] Lire à ce sujet l'article « Une vaste campagne pour réaffirmer notre droit à la révolte », ci-après.

...**TRAVAILLEURS EN LUTTE DE L'USINE DE COCA-COLA** (Madrid), **NATHALIE ARTHAUD** (Lutte ouvrière), **RAY GOODSPEED** (membre fondateur du groupe LGSM - Lesbians and Gays Support the Miners), **WILLIAM MARTINET** (Président UNEF), **Jean-Pierre Mercier** (délégué CGT du groupe PSA Poissy et ancien gréviste de PSA Aulnay), **Kshama Sawant** (conseillère municipale d'extrême-gauche de Seattle - Etats-Unis), **Laura Vilches** (député de la province de Cordoba pour le Parti des Travailleurs Socialistes au sein du FIT - Argentine)...



Le 1er mai à Toulouse, un cortège unitaire défile contre la répression

« Pas de prison pour Gaëtan et tou-te-s les condamné-e-s pour avoir manifesté »

## UNE VASTE CAMPAGNE POUR RÉAFFIRMER NOTRE DROIT À LA RÉVOLTE

### Comité de rédaction

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, notre camarade Gaëtan<sup>1</sup> a été condamné en appel à 6 mois de prison dont quatre avec sursis, soit deux fermes, et 1100 euros d'amende, pour avoir participé à une manifestation interdite par la préfecture, le 8 novembre 2014, contre les violences policières et en mémoire de Rémi Fraisse. Mais s'il a revendiqué cette participation au nom de ses convictions politiques, c'est aussi pour des «violences volontaires» et des «outrages» à agents, qui n'existent en revanche que sur le papier de la police et de la justice bourgeoises<sup>2</sup>, qu'il a été condamné. Depuis ce jour, une campagne exemplaire de solidarité s'est lancée pour le soutenir, et à travers lui, non seulement tous les autres condamnés pour avoir manifesté, mais plus largement tous ceux qui sont victimes de la répression multiforme de l'Etat bourgeois.

### Une campagne internationale, nationale et toulousaine pour la défense des droits démocratiques

Près de 10000 signatures pour la pétition de soutien signée sur internet et sur papier lancée début avril, une page Facebook remplie de messages et de photos de solidarité envoyées de France et de l'étranger, des motions de soutien d'organisations syndicales, politiques et associatives, des déclarations de députés d'extrême-gauche, le soutien de dizaines d'intellectuels, deux rassemblements unitaires, à Paris

et Toulouse... autant de signes d'une campagne qui s'est progressivement amplifiée pour la défense d'un droit démocratique le plus élémentaire, celui de ne pas se résigner, de relever la tête et de descendre dans la rue pour manifester sa colère. La presse a rapidement relayé ce mouvement, au travers de multiples articles, dans *l'Humanité*, *Bastamag*, *Reporterre*, *Les inrocks*, ou encore *Mediapart*, jusqu'à une tribune publiée dans *Libération* le 17 avril signée par plusieurs dizaines d'intellectuels et personnalités dont Ken Loach, Jacques Rancière, Judith Butler, Slavoj Žižek et Frédéric Lordon, condamnant le fait que « Manifester, en

France, c'est risquer de finir en prison ».

Par-delà le soutien de multiples personnalités politiques et syndicales françaises, mais aussi d'artistes comme les rappers Saïdou du groupe ZEP et Kash Leone, ancien ouvrier gréviste de PSA Aulnay, la comédienne Jolie Môme et la comédienne Audrey Vernon, le vaste succès de cette campagne ne peut se comprendre que par le rejet exprimé par des milliers de travailleurs et de jeunes contre la politique brutale d'un gouvernement qui cherche à masquer l'impopularité de ses réformes et avait eu beau jeu, dans les semaines suivant le 11 janvier, de

[1] Pour plus de détails, lire sur le site du CCR l'interview de Gaëtan « Manifestations toulousaines de novembre. Interview d'un manifestant condamné. On ne doit pas se laisser impressionner par les arrestations arbitraires et les tabassages gratuits, mais leur montrer qu'on ne va pas se laisser faire, car nos vies en dépendent », 17/12/2014.

[2] Au prix, de plus, d'un scandale juridique qui montre à quel point le dossier de l'accusation est vide (l'une des raisons pour lesquelles Gaëtan avait fait appel de son jugement correctionnel du 4 décembre, qui le condamnait à 2 mois de prison avec sursis et de la même amende), scandale reconstitué par Louise Fessard, dans son article de *Mediapart* du 23/04/2015 intitulé « A Toulouse, manifester peut coûter la prison ferme ».

se prétendre le héraut de la liberté d'expression et le défenseur de la démocratie.

notamment à construire des liens de solidarité entre tous les condamnés.

### Unis contre la répression, et pour un mouvement ouvrier qui relève la tête

Le vendredi 17 avril, deux premiers rassemblements de soutien se sont tenus en simultané à Paris et à Toulouse. À Paris, lors d'une conférence de presse «*contre la répression et contre la criminalisation du mouvement social*», Eric Coquerel secrétaire national du PG, et Olivier Besancenot pour le NPA, ont relayé l'appel lancé également par le NPA Jeunes, Alternative libertaire, les Jeunes écologistes, Alternative et autogestion, l'OCML-VP, Ensemble, Ensemble Jeunes, Solidaires EtudiantEs, Sud PTT et Solidaires. 200 personnes se sont ainsi mobilisées à Paris, place Saint-Michel, insistant sur le fait que Gaëtan est l'un parmi de nombreux cas de répression dont sont victimes les travailleurs et la jeunesse. Ainsi notre camarade Yann Le Merrier, révoqué pour avoir défendu ses collègues et dénoncé les conditions de travail à La Poste.

Plus largement, à l'image des points fixes lors des manifs du 9 avril et du 1er Mai, à Paris et Toulouse, c'est en liant défense des intérêts des travailleurs, des libertés syndicales et des droits démocratiques, qu'une telle campagne pourra servir d'appui plus large. Dans cet esprit, une première réunion unitaire accueillie par Sud PTT à Paris le 11 mai, a associé les cadres respectifs des campagnes de soutien à Yann et à Gaëtan, lors de laquelle fut notamment pointé le renforcement de la répression visant directement les résistances syndicales et politiques. L'objectif de transformer ce cadre en collectif durable, entre autres en lien avec l'Observatoire de la répression, va dans l'immédiat se concrétiser par de nouveaux points fixes aux prochaines échéances de rue, outre celles du 19 mai (grève de l'éducation nationale) et du 21 mai pour la santé (en défense de l'APHP), en mémoire de Clément Méric le 6 juin, contre la ferme géante des mille vaches le 17, et enfin lors de la Marche des Fiertés le 27 juin. Un tract unitaire, un débat à la fête de Lutte Ouvrière fin mai, et enfin la perspective en juillet d'un meeting concert contre la répression sont en marche<sup>3</sup>.

Du côté toulousain, c'est aussi suite à une réunion unitaire associant FSU 31, Sud-Education 31, Unef, Solidaires étudiantEs, Copernic, NPA, Alternative libertaire, CNT, OCML-VP, Lutte ouvrière, CSR31, Attac, le Strass, le Collectif des précaires et le collectif féministe du Mirail, et finalement le PG, que 150 personnes se sont rassemblées place Jean-Jaurès pour un double rassemblement de soutien aux prisonniers palestiniens, à Gaëtan et aux camarades condamnés pour avoir manifesté. Quant à l'AG des étudiants et personnels du Mirail du 16 avril, qui avait réuni 170 personnes et relayé l'appel toulousain, elle a créé un Collectif contre la répression qui s'emploie depuis à élargir la campagne et

[3] Lire sur le site du NPA, «*Vers une campagne unitaire contre la répression*», 13/05/2015.

### Face à la répression qui sévit dans le monde entier, solidarité internationaliste !

Des centaines de messages de solidarité ont été adressés à Gaëtan par des salariés, jeunes, militants ou non, mais aussi des organisations politiques, des syndicats, de multiples pays, de la Palestine à la Russie en passant par l'Allemagne, l'Italie, l'Etat Espagnol mais aussi la Turquie, le Mexique, le Brésil, le Chili. D'Argentine ce sont plusieurs députés nationaux et provinciaux du FIT, mais aussi le Parlement provincial de Buenos Aires et la Législature de Mendoza eux-mêmes, qui ont adressé déclarations et motions de soutien à Gaëtan. D'Italie, Erri de Luca, écrivain de reconnaissance internationale, lui-même poursuivi en justice pour avoir soutenu le mouvement NO TAV contre la LGV Lyon-Turin, lui a apporté son soutien, rappelant combien «*le droit de manifester n'est pas négociable*». Et surtout, de partout, de tous ces combattants du quotidien qui, de leur anonymat, témoignent de la même voix que la solidarité internationaliste de la classe mondiale des travailleurs est la seule réponse au système capitaliste qui, exploite, opprime et tue partout sur la planète.

...**PHILIPPE MARTINEZ** (Secrétaire général de la CGT), **ETUDIANT CHILIEN**, **NICOLAS DEL CAÑO** (député national pour le PTS dans le Front de l'Extrême Gauche et des Travailleurs en Argentine), **CLÉMENTINE AUTAIN** (Ensemble), **ALAIN KRIVINE** (NPA), **AUDREY VERNON** (comédienne), **DÉLÉGATION D'AYOTZINAPA** (Mexique) et **FARID** (frère de Wissam, jeune assassiné par la police à Clermont-Ferrand en 2012), parmi de nombreux autres soutiens.





## L'Etat s'acharne sur le Comité invisible : Julien Coupat, Yildune Lévy et Gabrielle Hallez renvoyés en correctionnelle pour terrorisme

L'Etat policier a une mémoire et une vocation répressive bien plus profonde encore que celles des gouvernements qui se succèdent. Son acharnement sur ceux que le gouvernement Sarkozy et sa ministre Alliot-Marie stigmatisèrent en 2008, à grands renforts de médias et au prix d'un véritable fiasco politico-judiciaire, comme de dangereux membres d'une « cellule invisible » de la « mouvance anarcho-autonome » et de « l'ultra-gauche », le Comité invisible et en particulier Julien Coupat, qui a déjà subi à l'époque 6 mois de détention provisoire, se poursuit. Ce dernier ainsi que Yildune Lévy et Gabrielle Hallez sont aujourd'hui de nouveau dans la ligne de mire du parquet de Paris, qui vient de demander leur renvoi en correctionnelle pour « association de malfaiteurs en relation à une entreprise terroriste » (cinq autres militants libertaires étant également dans le collimateur pour des chefs d'inculpation moins graves), toujours accusés, malgré un dossier vide, d'avoir saboté des lignes SNCF en novembre 2008. Une fois de plus, le gouvernement PS démontre qu'il rivalise en tous points en matière répressive avec ses prédécesseurs UMP. Notre solidarité avec eux, contre l'Etat et sa justice, est totale.

Lire sur le site du CCR, J.-N. Lascar, « "L'affaire Tarnac" : Six ans après, les leçons d'un fiasco judiciaire », 10/01/15.

Face à la répression, il est évident que la riposte ne peut pas se mener seul-e, isolé-e face aux tribunaux ou aux conseils de discipline. Tous ensemble, réaffirmons notre droit à manifester notre colère contre ce gouvernement et cet Etat, sa justice et sa police au service des patrons ! Plus largement, le grand mouvement de masse contre la criminalisation des luttes et la loi sur le renseignement, que ces démarches unitaires esquissent, pourrait permettre de répondre présents face à ces agressions en règle contre les travailleurs, les jeunes, militants ou non, et toutes celles et ceux qui vivent dans ces quartiers populaires fliqués depuis des décennies, et plus que jamais pour condamner l'impunité des policiers et gendarmes responsables de la mort de Malik, Rémi, Zyed et Bouna, Wissam et tou-te-s ceux qui sont morts victimes de cette répression !



## Yann, Postier révoqué pour fait de grève. Du jamais vu depuis 1951

C'est pour avoir pris la parole dans les locaux de La Poste en 2014, dans les Hauts-de-Seine et s'être adressé à des non gré-vistes, pour être allé voir ses collègues dans leurs bureaux « sans autorisation », que Yann a subi un véritable acharnement de la part de la direction de la Poste. Une révocation derrière laquelle toute une équipe syndicale combative a fait face à une douzaine de procédures disciplinaires, à quatre licenciements prononcés et cassés par l'inspection du travail ou les prud'hommes.

En 2014, après 173 jours de grève sur cinq communes des Hauts de Seine (92), la victoire des salariés de la Poste contre la précarité, contre les réorganisations désastreuses, a laissé une porte ouverte à la résistance : une brèche insupportable pour les dirigeants du plus gros licencier de France (100 000 postes depuis 2000). Depuis la démonstration de détermination et de courage des postiers du 92, ce sont de nombreuses luttes qui ont fleuri à La Poste dont celle, historique et exemplaire de Basse-Normandie qui a entraîné plus de mille travailleurs et travailleuses dans la grève dans une zone réputée peu combative. Leur lutte est d'autant plus un précédent qu'ils ont fait reculer la direction, dans la plupart des bureaux, sur l'arnaque de la pause méridienne.

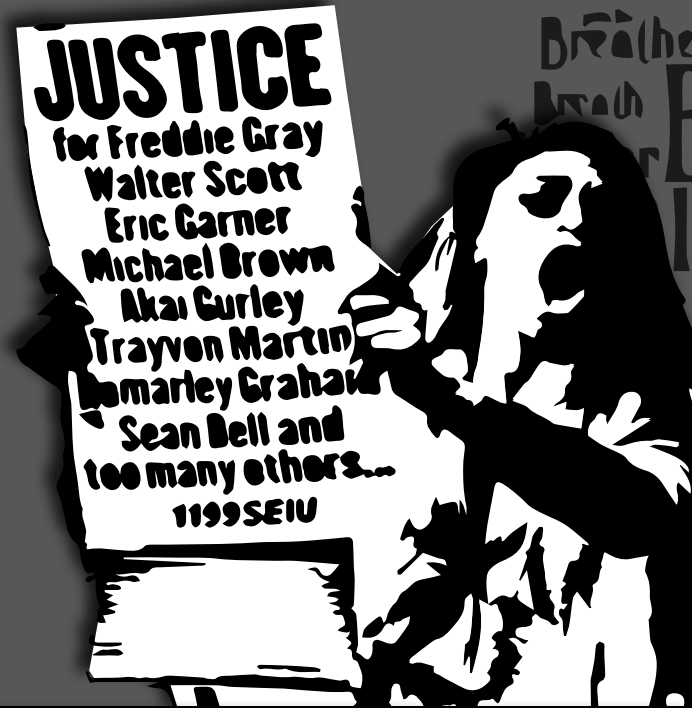
Un rassemblement unitaire de 300 personnes s'est tenu le 5 mai à Paris, à l'initiative du syndicat SUD PTT 92, réunissant des délégations de nombreux syndicats SUD mais aussi CGT, du NPA, de Lutte Ouvrière et Ensemble (FdG). L'ensemble des organisations présentes étaient également appelées à s'organiser pour poursuivre et amplifier la campagne actuelle contre la répression. Au-delà de la campagne pour la réintégration de Yann, c'est la solidarité entre syndicats à la base, dans les luttes, entre différents secteurs, qui est ressortie comme une nécessité face aux attaques du patronat du privé comme du public ainsi que du gouvernement et face au niveau incroyable d'acharnement répressif à l'encontre de la classe ouvrière et de ses militants. Cette campagne contre la criminalisation du mouvement social s'est notamment traduite lors du rassemblement par des prises de parole soulignant les expériences des différents secteurs par rapport à la pression patronale et judiciaire, et par l'évocation du cas de Gaëtan, de même que lors des rassemblements à ce dernier, le cas de Yann est systématiquement évoqué dans le même esprit.

Comme le soulignait Olivier Besancenot lors du rassemblement, à l'heure de la loi de renseignement qui promet des mesures policières extrêmes contre ceux qui inquiéteraient les « intérêts économiques de la France », c'est le mouvement ouvrier qui est ciblé. Pas de prison pour Gaëtan ni aucun manifestant ! Pour la réintégration de Yann, contre la criminalisation des syndicalistes !



De Ferguson à Baltimore

# RÉVOLTES CONTRE LA VIOLENCE D'ÉTAT ET RETOUR DE LA QUESTION NOIRE



*Ivan Matewan*

*Depuis août 2014, on assiste à la réémergence progressive de mobilisations contre la discrimination raciale et les violences policières aux États-Unis. Une série d'assassinats de jeunes hommes et femmes afro-américain-e-s à travers le pays a provoqué des manifestations massives qui ont remis la «question noire» sur le devant de la scène nationale. Les plus récentes dénonçant le meurtre de Freddie Gray aux mains de la police à Baltimore nous invitent à réfléchir sur les tendances actuelles à la radicalisation dans la société états-unienne.*

## Révoltes et mobilisations contre les violences policières et la discrimination raciale

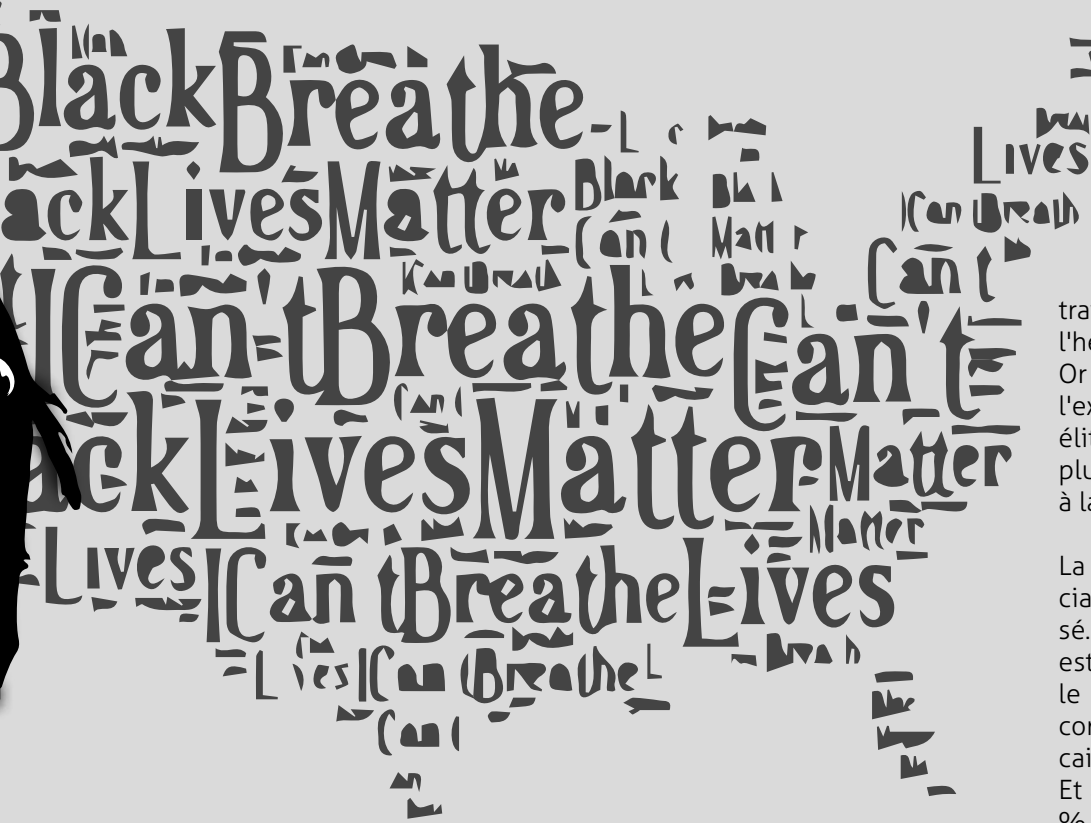
Le 12 avril 2015, un jeune homme afro-américain, Freddie Gray, âgé de 25 ans, a été pourchassé et arrêté par six officiers de police à Baltimore. Son crime ? Seulement d'« avoir fui » en voyant ces derniers. Après une courte course poursuite à pied, les policiers l'ont plaqué par terre et menotté avec une violence extrême. Hurlant de douleur et n'arrivant plus à respirer, Freddie les a suppliés d'appeler les secours. Pourtant les policiers ont ignoré ses cris de détresse et l'ont chargé dans leur camion. Au sortir du «rough ride» (ou «balade mortelle», pratique assez commune consistant à

placer une personne menottée dans un camion de police sans ceinture de sécurité et à conduire de manière à lui infliger des blessures) qui s'est ensuivi pendant plus d'une heure, blessé à la colonne vertébrale, il est tombé dans un coma dont il ne se réveillera jamais. Le 19 avril, l'annonce de sa mort a provoqué une puissante explosion de colère de la population afro-américaine locale.

Ces mobilisations se sont rapidement transformées en émeutes caractérisées par une violence d'une rare intensité. Des commerces, des restaurants ont été pillés, des voitures brûlées et des immeubles détruits comme à Ferguson plusieurs mois auparavant. Les affrontements avec les policiers se sont eux aussi multipliés. Violence de réaction pour des populations qui

n'ont plus d'autre solution, totalement invisibilisées, maintenues dans la misère et opprimées au quotidien sans aucune porte de sortie, à travers ce mouvement, les Afro-américain-e-s exigent que justice soit faite pour Freddie Gray et revendiquent, tout simplement, la valeur de leurs vies dans un pays où un véritable apartheid racial continue d'être la règle

Dans un premier temps, les autorités, s'inspirant directement de Ferguson, ont instauré un couvre-feu en faisant appel à plus de 5 500 soldats de la Garde nationale pour restaurer l'ordre dans la ville. Cette réaction s'est accompagnée d'un discours, véhiculé dans les médias à l'échelle nationale, consistant à dénoncer les manifestants comme des criminels, voire des animaux. Niant sans surprise leur sta-



tut en tant que sujet politique à part entière, tout a été fait pour développer un courant au sein de l'opinion publique nationale sinon soutenant, du moins acceptant la brutalité de cette répression. Le mouvement s'est néanmoins poursuivi et des démonstrations de solidarité rassemblant des milliers de personnes se sont multipliées à travers le pays, de Boston à Seattle en passant par New York et Washington.

Après des mois de mobilisation nationale pour faire entendre que les vies des Noirs ont la même valeur que celles des Blancs et une succession accélérée d'émeutes, les autorités ont décidé d'inculper les six officiers de police pour le meurtre de Freddie Gray, tentant ainsi de canaliser une nouvelle fois la colère exprimée dans les rues de Baltimore au sein des institutions traditionnelles de la justice et du système politique.

Si cette tentative de cooptation du mouvement semble avoir partiellement réussi pour l'instant, son succès définitif n'est pas encore assuré. En effet, ces mobilisations et émeutes s'inscrivent dans un contexte général de

crise des médiations traditionnelles dans la population noire. En août 2014, cette crise était déjà évidente lorsque les figures historiques du mouvement noir, comme Jesse Jackson ou Al Sharpton, ont été hués par les jeunes présents à l'enterrement de Mike Brown. Leur délégitimation s'explique en grande partie par les liens étroits qu'elles entretiennent avec le Parti démocrate et l'establishment politique ainsi que leur rôle dans le déploiement des politiques néo-libérales qui ont détruit les vies des millions d'Afro-Américain-e-s des classes populaires à travers le pays depuis une trentaine d'années. A travers l'inculpation des officiers de police, les classes dominantes tentent de remédier à cette crise. Ils ont peut-être même trouvé une réponse dans la figure de la procureure générale de Baltimore, Marilyn Mosby, une femme noire, dont la promesse de faire justice au nom de Freddie a fait le tour du monde.

### L'effondrement de l'illusion « post- raciale »

Le contexte est aussi caractérisé par un effondrement flagrant de l'illusion selon laquelle la société états-unienne

serait « post- raciale ». L'élection d'Obama à la Maison Blanche a eu un poids symbolique énorme et fut souvent analysée comme l'expression des aspirations des Afro-américain-e-s. Leur arrivée au pouvoir dans les institutions politiques, du local au national, à travers le pays aurait sonné le glas de l'héritage esclavagiste et du racisme. Or l'élection d'Obama était avant tout l'expression d'une ascension d'une élite noire, très minoritaire, de plus en plus intégrée à la classe dominante et à la caste politicienne.

La discrimination et l'oppression raciales sont loin d'appartenir au passé. Aujourd'hui, la population noire est victime d'un chômage chronique, le double de celui des Blancs (12 % contre 5 %). 28 % des Afro-américains vivent sous le seuil de pauvreté. Et alors qu'ils ne représentent que 13 % de la population totale des États-Unis, ils constituent 37 % des détenus dans les prisons. Leurs quartiers ont été en plus les plus durement touchés par la crise capitaliste mondiale. A Baltimore, par exemple, le quartier où habitait Freddie Gray a été ravagé par la crise des sub-primes: plus de la moitié des logements sont vides, le chômage et la pauvreté massifs, le trafic de drogues et le crime florissants. Depuis l'assassinat de Mike Brown, ces illusions « post- raciales » sont devenues d'autant plus difficiles à entretenir que l'administration Obama se range systématiquement du côté des agents de police lors des procès qui arrivent au niveau fédéral. Et quand elle se voit obligée d'ouvrir des enquêtes sur les violences policières, elle les classe sans suite aussitôt.

### Résistances à la cooptation institutionnelle et tendances à la radicalisation

A Ferguson, ces illusions ont joué chez certains secteurs mobilisés. Dans une ville où 60 % de la population est noire, mais 100 % de l'appareil politique et administratif aux mains des Blancs, certains ont affirmé qu'il



suffisaient d'élire des Noirs aux positions institutionnelles afin de mettre un terme au racisme et aux violences dont les Noirs étaient victimes. Cette conception a fonctionné dans une certaine mesure et a contribué à la démobilisation, cependant, à Baltimore, où le maire, la procureure générale, la majorité du Conseil municipal, et même trois des policiers coupables du meurtre de Freddie Gray sont noirs, il ne suffit plus d'affirmer que le remplacement des élus blancs par des élus noirs mettrait fin à l'oppression raciale. Le racisme est un élément structurant du capitalisme états-unien et la police, en tant que bras armé de la bourgeoisie, en est le premier défenseur.

La succession d'émeutes et de mobilisation contre les assassinats des Afro-américain-e-s aux mains de la police doit également nous interroger sur les actuelles tendances à la radicalisation qui émergent au sein de la société états-unienne. Après le mouvement principalement étudiant d'Occupy Wall Street et le reflux des processus de révolte et révolutionnaires à l'échelle internationale comme le mouvement des Indignés, les luttes ouvrières en Grèce et les Printemps arabes, un nouveau profil de radicalisation se dessine. De nouvelles fractions de la population, en résumé, s'engagent en réaction à l'oppression raciale, aux violences policières et à la répression grandissante de l'État.

Si ces dernières peinent encore globalement à formuler un discours politique structuré à même de pérenniser le mouvement, des pas en ce sens ont tout de même été réalisés. Le plus frappant d'entre eux a été la décision du syndicat ILWU des dockers du port d'Oakland en Californie de faire grève le 1er mai, journée de lutte internationale pour les travailleurs, pour protester contre la terreur policière et en soutien au mouvement de révolte à Baltimore. Ils ont fait passer le message que la lutte des travailleurs et de la jeunesse noire et immigrée contre la répression policière et le racisme doit être un combat de l'ensemble de la classe ouvrière.

14/05/2015

## Le plus grand cimetière marin



*De nouvelles tragédies ont secoué ces derniers jours la mer Méditerranée. Nous n'avons pas encore fini de pleurer les 300 morts du naufrage du 14 avril qu'un nouveau massacre a eu lieu dans la nuit du 18 et 19, dans le canal de Sicile, entre la Libye et l'Italie. Le bilan définitif est d'environ 750 morts. Le 20, c'est un bateau transportant au moins une centaine de migrants qui s'est échoué en Grèce, près de Rhodes. Des massacres, donc. Il faut en effet appeler les choses par leur nom. Il s'agit bien de massacres et non de fatalités tragiques. Mais ce sont des massacres commandités par les lois sécuritaires et répressives de l'Union Européenne et les gouvernements nationaux contre ce que Bruxelles et nos gouvernants continuent à nommer «immigration irrégulière».*

### Aucune fatalité

Ces catastrophes humanitaires sont en effet la conséquence directe de la fermeture des frontières de l'UE décidées par nos classes dirigeantes. L'accès au territoire est ainsi interdit à l'immense majorité des personnes qui fuient les guerres et la misère par rapport auxquelles les politiques impérialistes eu-



## DES MORTS PAR MILLIERS EN MÉDITERRANÉE

# Des massacres de migrants commandités par l'Europe

*Enea Rossi*

ropéennes portent une lourde et sanglante responsabilité. Comment nier les responsabilités de nos dirigeants dans le chaos libyen ? Comment nier les responsabilités de l'impérialisme dans les guerres et conflits actuels, passés ou latents en Côte d'Ivoire, en Irak, en Syrie ou encore en Somalie ?

Se trouvant dans l'impossibilité de rentrer de manière régulière en Europe, les centaines de milliers de personnes qui fuient ces théâtres de violence sont contraintes d'emprunter des routes de plus en plus longues et périlleuses. La grande majorité paie, pour le trajet vers l'Europe, fait de plusieurs étapes, jusqu'à dix fois plus que ce que coûterait un billet d'avion Paris-Bamako ou Le Caire. Mais aucun visa ne leur ayant été concédé, ces migrants sont contraints de risquer leur vie. L'Europe les condamne ainsi à se faire exploiter, dérober, violer, et souvent à laisser leur vie dans les mains

des trafiquants sans scrupules qui font de la traite des êtres humains leur secteur de l'économie de marché.

### L'immigration irrégulière, une hypocrisie criminelle

Depuis des années, après chaque tragédie, les dirigeants européens organisent des réunions « d'urgence » pour lutter contre les réseaux et les passeurs et contre « l'immigration irrégulière ». Mais qu'est-ce que l'immigration irrégulière sinon le produit de la fermeture des frontières et de la criminalisation de toute immigration ? La véritable lutte contre l'immigration irrégulière, ce serait la légalisation de la migration tout court. Mais ce n'est pas la direction que les dirigeants européens veulent prendre. Au contraire, on les entend déjà parler de lutte contre les passeurs, de blocus militaire des côtes nord-africaines, de

renforcement des contrôles... autant des mesures qui provoqueront encore d'autres massacres de populations en mouvement.

### Mare Nostrum et Triton

Depuis le début de l'année, au moins 1.650 personnes sont mortes pendant la traversée de la Méditerranée, et la « belle saison » vient tout juste de commencer. C'est en effet pendant le printemps et l'été que les naufrages se multiplient, car de meilleures conditions climatiques permettent aux passeurs de multiplier les départs massifs. Cependant, les candidats à la traversée sont trop nombreux, les navires ne sont souvent que de simples canots peu adaptés à la navigation en haute mer ou de vieux chalutiers destinés à la casse et absolument surchargés. Il faut donc s'attendre à une multiplication des naufrages.



L'année 2014 avait déjà vu le nombre de morts en Méditerranée atteindre un chiffre record : 3.400, ce qui fait de cette mer la route migratoire la plus dangereuse et meurtrière du monde alors que les embarcations se perdent à quelques milles seulement des côtes d'Europe occidentale. 3.400 morts, donc, en dépit de l'Opération Mare Nostrum, alors en vigueur.

Mare Nostrum était une mission «humanitaire», pilotée par la marine militaire avec les gardes-côtes et les douanes italiennes et mise en place par le gouvernement d'Enrico Letta en novembre 2013 comme réponse aux naufrages du mois d'octobre au cours desquels avaient perdu la vie plus de 600 personnes alors qu'elles essayaient d'atteindre les côtes de la péninsule.

Tout en reposant sur le principe de contrôle, par les militaires italiens, des eaux territoriales du canal de Sicile, entre l'île de Lampedusa, notamment, et les côtes libyennes, la tâche principale de la mission n'était pas la sécurisation des frontières mais le secours et le sauvetage des personnes en mer. Mare Nostrum aurait ainsi permis, selon les chiffres de ministère de l'Intérieur, de porter secours à plus de 100.000 migrants, dont 6.000 mineurs, ce qui n'a pas empêché qu'après le passage par la case centre de rétention un certain nombre soit expulsé. La mission, néanmoins, a été arrêtée fin octobre 2014. Le gouvernement Renzi dénonçait son coût trop élevé, avoisinant les 10 millions d'euros mensuels, et n'avait aucune intention de continuer à la financer sans une aide financière ultérieure de la part de l'UE. D'autre part, au sein même du gouvernement et sur sa droite, mais également au sein des autres exécutifs européens, nombre de voix accusaient Mare Nostrum de constituer un facteur d'attraction vers l'Europe pour d'autres migrants et de jouer un rôle de «passerelle» entre les côtes nord-africaines et l'UE.

Ainsi, Mare Nostrum a été remplacé en novembre 2014 par la Mission Triton, plus modeste dans son financement (2.8 millions d'euros), mais surtout

encadrée par l'agence européenne Frontex, Triton n'ayant pas pour but la sauvegarde de vies humaines. La seule mission de Triton est, à nouveau, la sécurisation des frontières et la lutte contre l'immigration irrégulière.

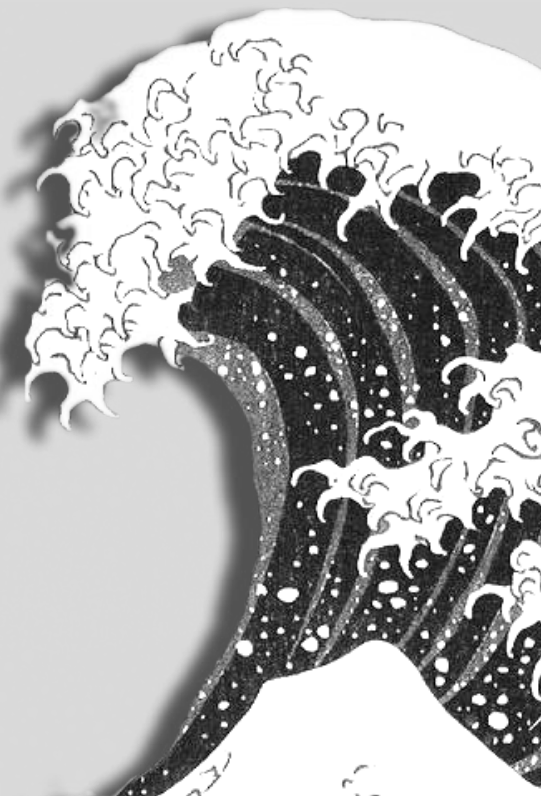
### **La seule solution, en finir avec l'Europe-Forteresse**

Face à l'ampleur de ces tragédies il est impossible de réclamer, comme le fait Laura Boldrini, personnalité emblématique de la gauche italienne et présidente de la Chambre des députés, un retour à Mare Nostrum, précisément en raison du caractère hybride, mi-humanitaire, mi-militaire, de l'Opération, qui ne faisait que confirmer les pré-supposés des massacres en mer, passés et actuels. Ce qui est en jeu n'est pas l'impératif de sauver des vies en Méditerranée. La question, c'est de le faire conséquemment, en remettant en cause les principes-mêmes des politiques xénophobes et sécuritaires qui blindent les frontières de l'Europe, ne laissant aucun autre choix aux centaines de milliers de migrants qui fuient guerres, persécutions et violences, que de traverser des déserts dans lesquels ils meurent par milliers; d'être parqués, pendant de longues périodes, dans des zones spéciales aux mains de trafiquants, en Libye, en Égypte ou au Maroc, où ils sont volés, violés, détenus, torturés, soumis à toute sorte de sévices et de discriminations en attente d'un départ, avant, donc, d'être livrés aux réseaux de passeurs qui, à leur tour, après les avoir rackettés, les amassent sur des embarcations de fortune sur lesquelles le seul espoir est de rejoindre les côtes siciliennes ou maltaises après plusieurs jours à la dérive ou d'être interceptés par un navire commercial ou un bâtiment de guerre de la marine italienne. La traversée n'est qu'une étape, quand on y survit, avant de subir les discriminations, les violences et les violations des droits humains, en fonction de l'arsenal répressif pour lequel ont légiféré nos «représentants» politiques.

Pour le mouvement ouvrier et la jeunesse, en période de montée de

l'extrême droite et de renforcement des politiques sécuritaires à nos frontières comme à l'intérieur du territoire national, la solidarité de classe avec nos frères et sœurs migrants devrait être une nécessité politique, en plus d'être un impératif humain. Contre les réponses cyniques de l'UE qui vont toutes dans le sens de la préservation des intérêts impérialistes [lire l'encadré «Les solutions cyniques des impérialismes européens »], ce n'est pas un retour à Mare Nostrum, qu'il faut exiger, mais la fin de toute criminalisation de l'immigration et l'instauration du droit à la liberté de circulation; la fin des politiques des visas, qui ne laissent d'autre choix que celui d'affronter de longs et périlleux voyages et contraignent les migrants, qui ont eu la chance de survivre à la traversée, à survivre, par la suite, avec le non-statut de travailleurs sans-papiers; l'ouverture des frontières, afin de garantir la liberté d'installation des toutes les personnes devant fuir, pour une raison ou pour une autre, leur pays; la réaffectation des budget alloués aux politiques de contrôle et de répression des migrations aux programmes favorisant l'insertion sociale et économique des personnes qui s'installent en Europe; la régularisation de tous les sans-papiers et l'octroi, à tous les étrangers, des pleins droits de résidence et de citoyenneté.

21/04/15



## Les solutions cyniques des impérialismes européens

Le jeudi 23 avril se tenait la réunion extraordinaire du Conseil Européen sur la politique de l'UE sur l'immigration, dans l'objectif de trouver des réponses efficaces en réaction aux naufrages à répétition en Méditerranée du mois d'avril. Dans leur déclaration finale, les chefs d'Etat et de gouvernements des 28 pays de l'UE déplorent que la situation des migrants soit une tragédie et promettent que l'Europe « mettra en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour éviter toute nouvelle perte de vies humaines en mer et s'attaquer aux causes profondes de la détresse humaine à laquelle nous sommes confrontés ». Leurs propositions, cependant, révèlent une toute autre priorité.



La déclaration finale des dirigeants européens, concernant le problème des migrations provenant de ses frontières méridionales, s'articule autour de quatre axes :

*1/ Renforcer la présence militaire en mer pour sécuriser les frontières, au travers du renforcement de Triton et Poséidon, et en refusant tout Mare Nostrum deuxième génération, considéré comme susceptible d'attirer les migrants.*

*2/ Lutter contre les trafiquants dans le respect du droit international, comme si on pouvait traiter les causes en ne traitant que les effets : la demande envers les trafiquants pour atteindre irrégulièrement le Vieux Continent est créée justement par le refus de ce dernier d'ouvrir ses frontières aux migrants et aux réfugiés qui fuient guerres et misère. Plus les frontières se referment, plus la migration est criminalisée et plus les prix des trajets augmentent et les voyages deviennent dangereux et meurtriers.*

*3/ Prévenir les flux migratoires irréguliers. L'accent est mis sur la nécessité de développer davantage la coopération avec des pays comme la Tunisie, l'Égypte, le Soudan, le Mali et le Niger, « en vue d'assurer la surveillance et le contrôle des frontières et des voies terrestres ». Le but : les pousser à mieux exercer leur fonction de gardiens de nos frontières, et empêcher que quiconque ne puisse même tenter la traversée. Mais plus largement, c'est la volonté de resserrer davantage l'emprise sur le chaos contrôlé des politiques impérialistes en Afrique et au Moyen Orient qui est évidente, au détriment des droits humains que les Conventions internationales, ratifiées par les pays euro-*

*péens, devraient pourtant imposer, en particulier la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés.*

*4/ Renforcer la solidarité et la responsabilité internes. L'hypocrisie est portée ici à son comble. La seule mesure concrète décidée est la mise en place d'un dispositif de réinstallation sur le sol européen de quelques personnes reconnues comme réfugiées dans un premier pays d'accueil, c'est-à-dire dans l'un des pays limitrophes, comme peuvent l'être la Turquie ou le Liban pour les réfugiés syriens. L'offre généreuse de l'UE est ainsi d'accueillir 5.000 réfugiés à présent bloqués, dans des conditions déplorables, dans les pays situés de l'autre côté de la Méditerranée. 5.000 réfugiés... Alors que selon le Haut Commissariat pour les réfugiés, les réfugiés syriens à eux seuls, sur le sol turc et au Liban, atteignent quasiment presque 3 millions d'habitants.*

L'ensemble de ces mesures ne constitue aucunement une réponse humanitaire et solidaire à la tragédie actuelle. Le cynisme de nos gouvernants, au contraire, exploite encore une fois le désarroi et la consternation provoqués par ces massacres pour renforcer davantage leurs politiques de domination impérialiste.



## Leur démocratie et la nôtre

# ORDRE BOURGEOIS, POUVOIR ET NÉO-UTOPISE

Emmanuel Barot

*Il s'agit ici de rappeler quelques repères sur ce « mot en caoutchouc », disait Blanqui, de « démocratie », depuis l'antiquité jusqu'aux figures contemporaines de la « démocratie radicale » qui ont été théorisées ces dernières années contre sa captation néolibérale. En raison de leur silence persistant sur les conditions réelles de sa réalisation, et plus largement sur les réquisits d'une transition révolutionnaire, ces dernières restent cependant marquées par ce qu'on appellera un « néo-utopisme » qui, aussi salutaire soit-il dans le panorama idéologique ambiant, reste impropre à avancer concrètement vers la destruction de l'ordre bourgeois et à éviter les replis réformistes.*

### **Le scandale inaugural : quand la plèbe refuse sa misère de classe**

Depuis l'antiquité, en particulier dans la République romaine et la Grèce d'avant la « démocratie » athénienne, dès les -VIIe et -VIe siècles, la « plèbe » (latine) ou « l'ochlos » (grec), la multitude majoritaire de ceux qui n'appartenaient ni à la noblesse et à l'aristocratie foncière, la « populace » sans titre, sans légitimité et censée être par nature incapable de gouverner, s'est cependant imposée sur la scène publique, par ses révoltes contre

l'exploitation et la domination sociale (en particulier l'emprisonnement ou la mutilation pour dette), révoltes suivies les siècles ultérieurs par celles des esclaves<sup>1</sup>. A partir de Platon de façon emblématique, qui militait pour un société de classes hiérarchisées et un pouvoir réservé à l'élite possédant « l'âme » des gouvernants, mais aussi d'Aristote qui développa, en vue de conjurer l'excès oligarchique d'un côté, l'excès démocratique de l'autre, une théorie du « gouvernement constitutionnel » fondé sur la classe intermédiaire, dit sa *Politique*, des « citoyens aisés » situés entre les « très riches » et les « très pauvres », l'immense majorité des théories politiques jusqu'aux Lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle ont eu pour fonction objective de dénier à la multitude tout statut de véritable sujet politique, à défaut de réussir à l'invisibiliser.

Les concept de « demos » (peuple), de « démocratie » (pouvoir du peuple) et l'idée même de *politique* en vérité, surgis dans ce contexte antique déjà de part en part marqué par la domination de classe comme le rappelle Marx au début du *Manifeste*, ont donc toujours été la cristallisation du problème théorique et politique central de *qui est légitimé, en vue de quels intérêts, et par quelles institutions, à exercer le pouvoir politique et les charges pu-*

[1] Cf. M. I. Finley, *L'invention de la politique*, 1983, Paris, Champs-Flammarion, 1985.



bliques de toutes sortes (militaires, juridiques, judiciaires voire religieuses). L'exemple de la « démocratie athénienne » du -Ve siècle, qui reposait sur un esclavage massif et une exclusion des citoyens sans qualité, au bénéfice, démographiquement et socialement, d'une minorité d'hommes libres habilités à exercer activement ce pouvoir (même si cet exercice, pour ceux-ci, se faisait effectivement sur une modalité proche de la démocratie directe), constitue à cet égard, en plus de ses limites, une exception dans le panorama des cités-Etats ou empires de la période.

### « Emancipation politique » et « émancipation humaine » : de 1789 à la critique de l'égalité formelle en régime bourgeois

Les Lumières ont porté au plan idéologique l'émergence de la bourgeoisie roturière comme classe dynamique au sein du féodalisme vieillissant. Alors que se développaient les rapports de production capitalistes, exigeant mobilité et capacité de travailleurs de plus en plus réduits à ne posséder que leur force de travail, de pouvoir se faire librement employer par les propriétaires du capital alors en développement, elles ont inscrit contre l'ordre féodal hiérarchique et naturalisé, par exemple chez Rousseau, le principe d'égalité et de liberté, mais aussi la souveraineté du *demos*, au cœur des théories politiques et du contrat social. Cependant on trouvait déjà certaines thèses « démocratiques » chez Machiavel, et évidemment chez Spinoza, qui, opposés eux aux théories du contrat, ont également contribué par leur tradition propre à ce que la liberté des peuples s'impose au centre du processus d'abolition de la monarchie. Ce faisceau d'aspirations démocratiques s'est incarné, avec ses contradictions, dans le cycle révolutionnaire français

de 1789-1794 et notamment les différentes moutures de la constitution.

Dans un important texte de jeunesse de 1843, *La question juive*, Marx donne une première formulation théorique des critiques nées dès Babeuf dès ces années 1790 du caractère bourgeois, dominé par la propriété privée, de cette révolution. Il distingue l'« émancipation politique », que 1789 a rendu possible, et l'« émancipation humaine », sociale et réelle, en montrant les acquis mais aussi toutes les limites de la première: les « droits de l'homme et du citoyen » sont fondamentalement les droits individuels de l'homme *bourgeois et égoïste*. Du point de vue des conditions sociales de leur plein exercice *réel*, ces droits sont en ce sens *abstraits et formels*, c'est-à-dire à géométrie totalement variable, aucunement par eux-mêmes porteurs de l'égalité et de la liberté dont ils sont les emblèmes officiels, leur contenu réel étant essentiellement déterminé par la positions de classe des individus.

### Mots d'ordre démocratiques et programme prolétarien : de Marx à Trotsky

Pour autant, la critique de Marx est nuancée. Ainsi écrit-il que « *L'émancipation politique constitue, assurément, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans l'ordre du monde actuel. Entendons-nous bien : nous parlons ici de l'émancipation réelle, de l'émancipation pratique.* »<sup>2</sup> Autrement dit, la lutte pour les droits démocratiques, civils et politiques (liberté de conscience, d'expression, de la presse, mais aussi suffrage universel, etc.), et d'autant plus la réappropriation *sociale* par les prolétaires, comme en 1848, de la revendication

antérieurement bourgeoise et anti-monarchique, de l'égalité (comme le rappelle *L'anti-Dühring* d'Engels), *au sein du régime bourgeois*, est une bataille fondamentale, toujours aussi actuelle, même si la bataille pour l'émancipation réelle ne se limite pas à cela. Cette idée clé persistera chez Marx ultérieurement, culminant notamment avec sa revendication, en 1871 à l'occasion de la Commune de Paris, du lien entre la conquête de droits démocratiques et la destruction des institutions anti-démocratiques (par exemple l'armée et la police bourgeoises), et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Et cela non pas seulement de façon défensive, mais en vue d'un communisme ayant fait dépérir l'Etat comme réalité séparée, au profit (à l'image de la Commune elle-même), de corps à la fois législatifs et exécutifs reflétant l'auto-organisation des « producteurs associés » en matière indissolublement économique, politique, et culturelle, type d'organes dont les soviets russes ou les conseils allemands réactualiseront la vigneur<sup>3</sup>.

La théorie de la révolution permanente chez Trotsky a prolongé ce lien expliquant, contre toute séparation à la hache des étapes de la révolution, que la seule classe qui est capable de mener pleinement à bien, contre une autocratie monarchique, la réalisation des revendications de la révolution démocratique-bourgeoise, c'est le prolétariat, qui doit de ce fait les prendre en charge en les intégrant au programme de la révolution prolétarienne elle-même. D'où la nécessité de détruire non seulement le mode de production capitaliste, mais aussi l'Etat bourgeois lui-même, conformément à la vision de Marx depuis 1852 actualisée par Lénine en 1917 dans *L'Etat et la révolution*. C'est ce lien organique entre revendications démocratiques,

[2] K. Marx, *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006, p. 44.

[3] K. Marx, *La guerre civile en France*, in *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune*, Paris, La Fabrique, p. 160 et suiv.



y compris en situation défensive, et revendications « transitoires » (avant la lettre) visant à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière sur la nécessité d'abattre le capitalisme, qui animera chez Trotsky la théorie du front unique élargie à la lutte contre le fascisme et, dans ses textes de 1932-1933, sa vision des rapports entre mots d'ordres démocratiques et fascisme<sup>4</sup>.

## Par-delà 1991 et le matraquage néolibéral, de nouvelles figures de la « démocratie radicale »

Le premier grand paradigme idéologique de l'après 1945 fut celui de la guerre froide, opposant le « monde libre » au communisme (versions stalinienne, et chinoise un peu plus tard). Les années 1980 et 1990 virent ensuite éclore, à la faveur conjointe de la chute de l'URSS et de la restauration du capitalisme à l'est, de l'offensive néolibérale et du reflux du mouvement ouvrier à l'ouest après la poussée révolutionnaire des années 1960 et 1970, la grande alternative entre « démocratie » (libérale, représentative, fondée sur les marchés et l'expansion indéfinie des rapports capitaliste à l'échelle planétaire) et « totalitarisme », concept fourre-tout dans lequel, pêle-mêle, furent indistinctement rangés communisme (stalinien), fascisme et nazisme. Ce second paradigme confina, à droite, à la rhétorique de la « fin de l'histoire » et du caractère indépasseable de la démocratie de marché, puis, tendanciellement, de la stigmatisation comme terroriste de toute velléité contestataire ou révolutionnaire à partir de 2001.

À gauche, depuis les années 1970 et alors que le marxisme continuait de subir une éclipse durable, confiné dans des espaces restreints (universitaires ou militants), des pensées

[4] L. Trotsky, « Démocratie et fascisme », janvier 1932 et « Fascisme et mots d'ordre démocratiques », 14 juillet 1993, in *Contre le fascisme (1922-1940)*, Paris, Syllepse, 2015, respectivement p. 196 et p. 377.

critiques<sup>5</sup> explicitement post ou paramarxistes commencèrent à s'enraciner, comme celles de Foucault et sa théorie du biopouvoir, Debord et sa conception du « spectacle », de Deleuze, ou d'autres se recommandant toujours du marxisme mais en prenant de la distance à l'égard du mouvement ouvrier et de ses organisations, comme celle de Rancière. Elles trouvèrent d'abord un prolongement en particulier dans une gauche radicale elle-même en recomposition suite à l'irruption croissante des « mouvements sociaux », écologistes, féministes (théories Queer notamment) et antiracistes (en particulier autour des « Post-colonial Studies »), mais aussi à la faveur de l'expérience zapatiste. Plus largement c'est au sein du mouvement altermondialiste que cette constellation de théories commença à avoir un impact plus important, fournissant directement ou indirectement

[5] Cf. R. Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, 2013.



le terreau, au cours des années 2000 à des modèles alternatifs, antilibéraux voire pleinement anticapitalistes de la « démocratie ».

## Contre l'illusion réformiste et l'étatisation du politique

Tous marqués par l'idée qu'une nouvelle période de l'histoire est enclenchée depuis l'implosion de l'URSS, quoique parfois en lien étroit avec une défense réactualisée du communisme comme horizon légitime de contestation de l'ordre établi, ces modèles sont associés à une série d'intellectuels européens comme Rancière, Badiou, jusqu'à Bensaid y compris dans sa singularité propre de théoricien trotskyste (qui continua, à la différence des autres, de revendiquer le marxisme révolutionnaire comme théorie-programme et matrice stratégique), mais aussi Butler, Zizek et Agamben, ou encore Jameson qui ont réinvesti activement le champ idéologique et pour partie réussi à re-déplacer ses coordonnées à gauche. Quelles que soient leurs divergences, parfois importantes (sur le bilan du stalinisme ou de la révolution chinoise, sur le mouvement ouvrier, etc.), tous convergent sur trois grands axes.

Le premier est que tous dénie le caractère de démocratie à la procédure électorale et aux régimes associés (comme la V<sup>e</sup> République en France), que Rancière nomme des « états de droit oligarchiques »<sup>6</sup>, et sont en ce sens des remparts, à la lettre, contre l'illusion réformiste (« élections, piège à cons » avait résumé Sartre en 1975). Le second, plus ample, est qu'ils refusent tous que « démocratie » soit le nom d'un régime ou même d'une constitution, c'est-à-dire rime de près ou de loin avec « Etat ». Tous insistent, à chacun-e leur style, sur le « scandale permanent » que le terme renferme depuis l'antiquité, et que les communs ont pleinement réincarné : le scandale de la prétention des sans-

[6] J. Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 81.

titres et des sans-droits à prendre leur destin collectif en main. La plupart d'entre eux transforment même ce scandale en définition prospective, c'est-à-dire en projet (à l'image là aussi du jeune Marx de la *Critique du droit politique hégélien* en 1843) pour la « communauté qui vient », dit Agamben, forme de vie collective libérée des affiliations figées de genre, de classe, et de culture. Pour reprendre les termes du jeune Marx, la véritable démocratie sera l'auto-organisation concrète du *demos* contre tous les corps institués, est et devra rester puissance expansive infinie, lutte permanente contre l'étatisation du social et du politique, raison pour laquelle il disait en 1843 que la démocratie réelle n'est pas une constitution, mais « l'énigme résolue de toutes les constitutions », la véritable naissance du politique contre les règnes multiformes de la dépossession et de l'usurpation.

### Face à la question du pouvoir, le silence chronique du néo-utopisme

Chez Marx, ceci est absolument cohérent avec ses évolutions ultérieures, le projet d'une société communiste et du nécessaire dépérissement de l'Etat – sur lequel tous ces penseurs sont *grosso modo* d'accord à un certain degré de généralité – mais aussi l'objectif transitoire de la *dictature du prolétariat* dira Marx à partir de 1850, la « constitution du prolétariat en classe dominante » c'est-à-dire la « conquête de la démocratie » disait quant à lui le *Manifeste*. Or sur cette question du pouvoir et de la transition révolutionnaire, c'est le silence total ou presque dans ces théories de la démocratie, qui sont de ce fait évidemment affectées des mêmes contradictions et des mêmes limites politiques que les visions parfois associées d'un communisme réduits le plus souvent, dans la lettre ou l'esprit, à la façon des anciens utopistes, à une « Idée ». Ce silence est le troisième axe caractéristique de ces théories.

Il est d'autant plus paradoxal qu'une partie de ces pensées proposent, par-delà les deux axes déjà mentionnés, un diagnostic particulièrement sombre des formes existantes du pouvoir capitaliste. Agamben par exemple, en 2001 dans *Etat d'exception*<sup>7</sup> (lire l'encadré « *Le paradigme de la sécurité, l'état d'exception permanente qui ne dit pas son nom* », page suivante), montrait par exemple, dans le prolongement d'un XXe siècle marqué par le renforcement tendanciel des législations d'exception, à quel point le paradigme de la sécurité, conjoint après 2001 à celui de l'anti-terrorisme, consacre l'inflation de la figure de la « police souveraine » en matière de paradigme de gouvernement. Ce diagnostic peut faire accord, et l'exemple français notamment l'illustre à sa façon<sup>8</sup>.

Mais ce que Agamben laisse dans l'ombre, d'une façon particulièrement représentative, c'est le fait que cette évolution est indissociable de celle des rapports et de conflits de classe sur toute cette période. Des réorganisations stratégiques des bourgeoisies dans l'entre-deux-guerre contre toute diffusion de la révolution russe, au contexte de la guerre froide puis de l'offensive néo-libérale, jusqu'à la période « post-néolibérale » actuelle marquée par la crise du capitalisme, l'exacerbation des contradictions sociales et une série de mouvements de masses (révolutions arabes, indignés, Occupy) actuellement domptés par le néo-réformisme (Podemos, Syriza) ou la contre-révolution (Egypte), tout cela dans un contexte d'accroissement des rivalités et des agressions impérialistes (guerre d'Israël contre la Palestine en 2014, interventions militaires de la France dans son pré-carré afri-



cain, guerre de l'OTAN en Irak, guerre civile en Ukraine...), il est impossible d'analyser ces dynamiques juridico-politiques et géopolitiques en les déconnectant, de près ou de loin, des transformations à l'échelle internationale de l'antagonisme de classes qui reste au cœur du capitalisme contemporain.

Résultat, alors que ces écrits d'Agamben – proche de Negri à l'époque, notons-le au passage – rendent clairement compte du caractère de plus en plus autoritaire des régimes bourgeois actuels et le dénoncent avec vigueur, cette absence de théorisation des rapports de forces socio-économiques empêchait structurellement sa théorie, d'élaborer précisément les tactiques et stratégies

[7] G. Agamben, *Etat d'exception. Homo sacer*, Paris, Seuil, 2003. Voir aussi D. Bensaïd, *Eloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008, ch. II « L'état d'exception ordinaire » et ch. III « La guerre permanente et illimitée ».

[8] Cf. dans ce numéro « Quand l'Etat bourgeois tombe le masque. Répression et tournant bonapartiste dans la France de Hollande et Valls ».



## Le paradigme de la sécurité, l'état d'exception permanente qui ne dit pas son nom

Dans son ouvrage *Etat d'exception*, le philosophe italien Giorgio Agamben affirme que l'entre-deux-guerres puis la guerre froide ont été l'occasion d'une transformation générale des « démocraties » en des régimes, structurellement définis par la possibilité au minimum bonapartiste, sinon dictatoriale. Comparant les évolutions du droit en matière d'état d'exception dans différents pays, Allemagne, Italie, Angleterre, Etats-Unis, il écrit au sujet de la France :

« Dans la constitution actuelle [de la V<sup>e</sup> République], l'état d'exception est réglé par l'article 16, voulu par de Gaulle, qui établit que le président de la République prend les mesures nécessaires "lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs constitutionnels est interrompu." En avril 1961, pendant la crise algérienne, de Gaulle eut recours à l'article 16, bien que le fonctionnement des pouvoirs publics n'ait pas été interrompu. Depuis lors, l'article 16 n'a plus jamais été invoqué, mais, conformément à une tendance en acte dans toutes les démocraties occidentales, la déclaration de l'état d'exception est progressivement remplacée par une généralisation sans précédent du paradigme de la sécurité comme technique normale de gouvernement[nous soulignons].»

Giorgio Agamben, *Etat d'exception*. Homo sacer, 2003, p. 29.

nécessaires pour abattre ces régimes concrètement. Et ceux qui se sont réclamés de son oeuvre ont aussi hérité de cette carence, comme on l'illustrera en fin d'article.

## Des démocraties radicales sans sujet ni transition révolutionnaires

En résumé, le paradoxe profond de ces pensées de la démocratie réelle, qui s'accordent au fond sur *son incompatibilité absolue avec l'ordre capitaliste, impérialiste et ses institutions politiques et militaires*, est qu'elles laissent dans l'ombre la question de l'affrontement organisé contre cet ordre, et plus largement, celle de la reconquête du pouvoir par les exploités et les opprimés. La meilleure preuve, symptomatique, de leur refus d'affronter précisément la question de la transition révolutionnaire, est que lorsqu'ils estiment juste d'invoquer le jeune Marx, ils oublient bien souvent les différents écrits politiques du plus « vieux ». Quel est le contenu de ce silence sur les formes politiques concrètes, organisationnelles et militantes, au travers desquelles cette transition (et y compris le potentiel subversif de leurs théories critiques), pourrait pourtant seulement matière à se matérialiser ?

La première et principale raison est *leur abandon du prolétariat*. Ces penseurs estiment tous de près ou de loin, Negri et ses « multitudes » de façon emblématique, pris dans le mouvement des « mouvements sociaux », des « précaires » et des « pauvres », que le mouvement ouvrier est dépassé, obsolète, ou du moins tellement en crise qu'il est incapable de constituer, même à moyen terme, le support d'une tel re-départ à l'offensive, et que toute subjectivité subversive est à trouver ailleurs. Dans les conditions actuelles pourtant marquées par la crise du capitalisme, son impérialisme destructeur, et une classe de travailleurs salariés objectivement devenue majoritaire à l'échelle de la planète, aucun d'eux ne se donne encore le défi de reconnecter cette radicalité

démocratique avec le mouvement réel, aussi hétérogène soit-il, mais jamais indépendant des organisations réformistes ou bureaucratiques avec lesquelles ils sont cependant de plus en plus en conflit, des prolétaires combattifs d'aujourd'hui.

La seconde raison est qu'ils restent tous affligés d'une défiance plus ou moins assumée à l'égard d'une forme-parti pointée du doigt comme le problème par excellence d'une « dictature » transitoire sur laquelle ils ont tiré un trait, sans rappeler que lorsqu'ils évoquent la démocratie insurgée de la Commune, c'est pourtant à la première expérience historique de cette dictature du prolétariat, véritable « gouvernement de la classe ouvrière » ayant *détruit* l'appareil de l'Etat bourgeois, qu'ils se réfèrent. Ils témoignent par là qu'ils n'ont toujours pas digéré l'expérience traumatisante de la dégénérescence bureaucratique-terroriste stalinienne (qui fut le lot, pour certains, de leur jeunesse), soit qu'ils refusent d'en faire pleinement le bilan, soit qu'ils tirent de ce bilan un trait sur le communisme révolutionnaire dont le stalinisme a été le fossoyeur temporaire.

Voilà pourquoi, au final, il est difficile de les situer *politiquement* aujourd'hui. On en imaginerait certains



suivistes, quoique sans grande conviction, à l'égard de Podemos et Syriza, formations néo-réformistes<sup>9</sup> par excellence. Alors que d'autres se retrouveraient plus clairement sur un type de positionnement résumé par le livre de 2002 de John Holloway (expression représentative d'une vaste constellation libertaire), par le titre de son livre de 2002 : « *changer le monde sans prendre le pouvoir* ». Et d'autres possibilités sont imaginables, encore une fois, ils sont loin d'être tous d'accord. Mais ce qui les accorde, c'est un même refus d'aller jusqu'au bout de leurs désaccords et du problème.

### Résonances néo-utopistes dans la « communisation » et le néo-autonomisme

Sont également instructives les approches qui, dans un cadre politique pleinement assumé cette fois, soient se réfèrent à eux, soit tombent de fait sur leurs lignes avec les mêmes limites, et pour les mêmes raisons fondamentalement. Pour n'évoquer que deux exemples, les théories de la « communisation », héritières gênées du marxisme et influencées par Althusser, offrent aujourd'hui à leur façon un prolongement à ce point aveugle, niant absolument la nécessité objective d'une période de *transition* révolutionnaire – qu'elle soit menée par un parti ou de façon autogestionnaire, ou même, comme disait Lénine refusant de fétichiser autant la spontanéité que l'appareil pour la prise et l'exercice du pouvoir, au travers de la combinaison entre soviets et parti révolutionnaire – au profit d'immédiates « mesures communisatrices » contre le capital, dont on a bien du mal à voir comment elles peuvent se décliner précisément.

De même, dans un style plus flamboyant et avec d'autres ressources théoriques maniées de façon plus conséquente, le *Comité invisible*,



dont « L'insurrection qui vient », de même que, chez son ancêtre *Tiqun* la théorie du « bloom », de l'homme quelconque dans le monde capitaliste urbain, étaient des formulations politiques directement héritées de la « communauté à venir » et de la « singularité quelconque » (puisque le prolétaire est du passé) d'Agamben, revendique aujourd'hui dans *A nos amis* la nécessité de s'organiser en vue de la révolution et pas seulement des « insurrections » qui se sont incarnées dans les révolutions arabes et les vagues d'« indignation ». Mais s'il inscrit, dans la lettre, la nécessité d'une certaine vision de la transition, il reste en réalité parfaitement silencieux sur ses conditions réelles. Ainsi confie-il la réalisation d'une démocratie véritable à la création spontanée et virale de « communes » essentiellement définies par leur affrontement aux forces de répression et à la réappropriation, de fait minoritaire, de zones et de subjectivités éthiquement libérées de l'aliénation marchande. Julien Coupat peut bien, comme tout récemment, appeler dans les *Inrocks* et sur France Inter à la révolution et au soulèvement. C'est rafraichissant au plan médiatique et symbolique, et nous le soutiendrons inconditionnellement ainsi que le Comité Invisible contre les accusations de « terrorisme » et la répression qui, une fois

de plus, se profilent contre eux. Mais ça ne signifie aucunement accepter de prendre pour synonymes incantation et reconstruction réelle d'une force révolutionnaire de combat<sup>10</sup>.

La « démocratie » que nous voulons construire, aux antipodes de leur Etat bourgeois prêt à se transformer en exception politico-militaire à la moindre résistance digne de ce nom, mérite, en résumé, une solution autrement plus profonde. A maintenir aujourd'hui la lutte contre la répression, pour la défense des droits démocratiques au sein de la société bourgeoise, autant que cette *radicalité* démocratique qui suppose l'abolition de cette dernière, hors des médiations indispensables à leur réalisation à une échelle populaire – et en particulier avec un mouvement ouvrier qu'il s'agit précisément aujourd'hui de reconstruire en s'appuyant, contre ses directions bureaucratiques et réformistes, sur ses éléments les plus combattifs – le risque est bien grand, que Marx critiquait vertement déjà en 1848 dans l'utopisme bigarré des socialistes de son temps, d'agiter *en paroles* le programme « maximum » et de se conformer, *en fait*, au programme « minimum ». Et ainsi de laisser le champ libre, dans le monde du travail, les quartiers populaires, la jeunesse, jusqu'aux ZAD, aux potentiels replis réformistes que, faute de mieux, toute défaite programmée prépare dès lors que face aux errances court-termistes des luttes « ici et maintenant » aucune perspective stratégique n'est mise en avant. L'ennemi reste évidemment l'ordre bourgeois. Mais le néo-utopisme sous ses multiples visages reste en ce sens contradictoirement, aujourd'hui comme jadis, un adversaire politique, même si c'est un allié idéologique.

16/05/15

[9] Cf. J. Dal Maso, « Syriza, Podemos: entre défense de l'ordre établi et liquidation du sujet révolutionnaire? », *Révolution permanente* n° 15, mars-avril 2015.

[10] Lire sur le site du CCR, E. Barot & J. Chingo, « Enjeux conceptuels et débats stratégiques sur la révolution à venir: au sujet du dernier essai du Comité Invisible, *A nos amis* », *Révolution permanente* n° 14, janvier 2015.



## Droit du travail

# TROIS ANS D'ATTAQUES SOCIALISTES. VERS LA GÉNÉRALISATION DE L'ACCORD D'ENTREPRISE ?

*Damien Bernard*

*Après trois années à l'Elysée, ce qu'on ne peut pas reprocher à Hollande et à son gouvernement, c'est bien leur manque de constance dans le détricotage méthodique du droit du travail. Le premier temps fort du quinquennat de Hollande a été marqué par le « dialogue social », à savoir l'accompagnement des contre-réformes par les syndicats, orchestrant de cette façon la signature de l'ANI entre « partenaires sociaux ». Néanmoins, cette première phase n'a permis que partiellement de répondre aux exigences du patronat, concernant les contre-réformes structurelles sur le droit du travail. Sur fond de crise économique s'éternisant, malgré « les signaux de reprise » à venir, il faut « aller beaucoup plus vite, plus loin, plus fort » pour le gouvernement Valls, intronisé fin avril 2014. Pour cela, les lois Macron et Rebsamen ne sont qu'un prérequis d'une « modernisation » du « dialogue social », annoncée par une lettre de mission de Valls à la nouvelle Commission Accords Collectifs et Travail, qui vise, en l'occurrence, à « donner une plus grande place à la négociation collective et en particulier à la négociation d'entreprise » par rapport à la loi.*

### **L'Accord National Interprofessionnel (ANI). Généralisation des accords de compétitivité dits « défensifs »**

Présenté par le gouvernement comme un « compromis historique » promouvant le modèle de la « flexisécurité » à la française, cet Accord National Interprofessionnel, conclu le 11 janvier 2013 et ratifié par les trois principales organisations patronales et trois confédérations syndicales, dont

la CFDT, n'a permis que des avancées partielles pour le patronat. Les « accords de maintien de l'emploi », présentés comme une mesure phare de l'ANI visaient à généraliser dans les entreprises en « difficulté » les accords collectifs entreprise par entreprise, ou site par site, déjà en pratique sous la forme « d'accord de compétitivité », et ce en vue d'une baisse du coût des licenciements et d'une casse du droit du travail, tout en ne remettant pas en cause formellement la loi.

Mais ces « accords de maintien de

l'emploi » n'ont pas convaincu le patronat. Il suffit de penser qu'au 15 mars 2015, le ministère du Travail n'avait recensé que dix accords dans toute la France, dont neuf dans des petites et moyennes entreprises. Le peu d'entrain qu'a eu le patronat à user de ce nouvel « outil » qui permet pourtant le licenciement à moindre frais de l'ensemble des salariés refusant les nouvelles conditions d'embauche, une baisse de salaire imposée, l'accélération des cadences, l'augmentation de la charge de travail, s'explique par les conditions en contrepartie qui sont

EMPLOIS : LES PROPOSITIONS  
CHOC DU MEDEF

« toujours » trop fortes pour le patronat, à savoir notamment le fait que l'accord doit être majoritaire, que sa durée est limitée à deux ans ou qu'il prévoit, quand même, une sorte de mascarade de « maintien » de l'emploi.

Bien que ces accords d'entreprises nouvelle mouture, toujours trop contraignants, n'aient pas été plébiscités par le patronat, le « dialogue social » entre « partenaires sociaux » instauré et légitimé par la signature de l'ANI ont permis une généralisation des « accords d'entreprises » ou encore « de compétitivité » ancienne mouture, rendus possibles depuis Sarkozy dans le cadre de la loi du 20 août 2008 sur « la rénovation de la démocratie sociale ». Le grand patronat n'hésite pas à y avoir recours, contournant le cadre légal imposé par l'ANI pour des raisons évidentes. Les accords « ancienne mouture » ne prévoient en effet aucune contrainte de durée ni de « maintien » de l'emploi. Seul 30% des syndicats sont censés l'approuver, là où un accord doit être majoritaire dans le cas de l'ANI.

### Le programme maximum du MEDEF : le « CDI sécurisé »

Ces accords dits « défensifs », c'est-à-dire réservés aux entreprises en « difficulté », ne répondent donc que partiellement aux injonctions du patronat. Son programme maximum vise à re-

configurer profondément « le modèle social français » et nécessite pour cela une remise à plat complète du droit du travail, avec en l'occurrence la remise en cause du contrat de travail collectif, pour la mise en place d'un « CDI sécurisé » qui « comme un contrat de mariage » intégrerait d'entrée « les conditions de séparation ».

Cette remise en cause du CDI couplée à une remise en cause des 35h voulue par le MEDEF, c'est ce que Matteo Renzi, le Premier ministre de centre-gauche italien, a mis en place, en décembre dernier avec le « contrat unique à protection croissante ». C'est l'arme dont aurait besoin le patronat français pour concourir à pied d'égalité avec ses concurrents centraux en Europe, qu'il s'agisse de l'Allemagne avec son « Agenda 2010 », mis en musique par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, il y a plus de quinze ans, ou de la Grande-Bretagne et ses contrats Zéro Heures, pratiqués en réalité depuis 1996 mais généralisés dernièrement.

Dans ce contexte de crise économique mondiale et de pression des organisations patronales qui voient le temps compté et l'avantage compétitif de l'Hexagone fondre, le gouvernement est-il encore en position de réaliser ce programme maximum ?

### L'offensive partielle plutôt que l'offensive totale

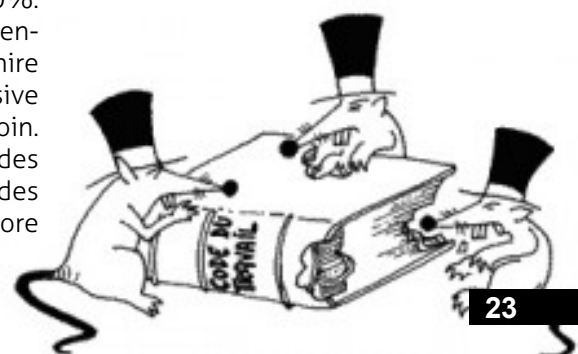
Hollande et ce gouvernement, bien que relégitimés pour un temps après le 11 janvier, sont toujours englués dans une spirale de discrédit politique qu'illustre aussi bien la défaite socialiste aux dernières élections départementales que la côte de popularité de l'Exécutif, toujours à moins de 30%. Pour Hollande, les élections présidentielles de 2017 sont en ligne de mire et il ne s'agit pas d'entamer l'offensive totale dont le patronat aurait besoin. L'Élysée est hanté par le spectre des mobilisations contre la « réforme » des retraites de l'automne 2010 ou encore contre le CPE de Villepin en 2006.

Pour le gouvernement, les marges de manœuvre sont faibles. Il s'agit cependant au moins de répondre par une offensive partielle aux exigences du capital, avec le subtil équilibre de pouvoir garder l'assentiment d'une fraction suffisamment représentative du patronat sans se décrédibiliser ultérieurement auprès de la base électorale socialiste. Cette offensive partielle se dessine avec la mise en place des accords dits « offensifs », qui pourraient bien, si les effets escomptés sont bien ceux qui se réalisent, se transformer en attaque totale pour les travailleurs. Pour cela, la dernière Loi sur le Renseignement pourrait lui être bien utile, puisqu'elle met en place un arsenal répressif préparant la répression syndicale et du mouvement social à un degré plus élevé.

### Les accords « offensifs »

Après les accords dits défensifs, ces accords « offensifs » ne concerneraient pas seulement les entreprises en « difficulté économique » mais également celles en « bonne santé » qui, par exemple, pour gagner un marché ou faire face à des commandes exceptionnelles, devraient gagner en compétitivité. Ces accords permettraient au patronat de déroger à la loi et aux 35 heures pour augmenter le temps de travail tout en déplaçant le seuil de déclenchement des heures supplémentaires.

Selon les mots du président du groupe des sénateurs UMP, Bruno Retailleau, qui veut faire de la loi Macron, en l'amendant au Sénat, le « véhicule législatif » de ces accords « offensifs », l'objectif est de créer des « accords offensifs pour sortir des 35 heures »





et ne plus se limiter à la seule logique des accords défensifs « où le temps de travail ne peut être revu qu'à la baisse et lorsque l'entreprise rencontre de graves difficultés économiques ». Il s'agirait donc d'étendre les dérogations aux règles du temps de travail et de rémunération à toutes les entreprises.

## **Loi Macron : faire sauter les verrous de la loi pour la généralisation des accords d'entreprise**

Le diable est dans les détails. Alors que les médias ont polarisé la discussion autour du travail du dimanche, la loi Macron s'attaque également et surtout aux Prud'hommes, à l'inspection du travail, flexibilise et diminue le coût des licenciements massifs mais surtout modifie certains articles de base du code civil.

Ainsi selon Gérard Filoche, la loi Macron pose les premières briques de la suppression même de la notion de contrat de travail en modifiant l'article 2064 du Code civil. Cela permettrait aux contrats réglant l'achat de la force de travail entre le capitaliste et le travailleur de ne plus relever du Code du Travail mais du Code civil. Macron, c'est donc le synonyme de remise en cause de la notion de contrat de travail, arraché par les luttes du mouvement ouvrier, mais aussi des droits, des conventions collectives et des protections sociales qui en découlent.

Ces modifications de la loi permettraient non seulement la généralisation des contrats entreprise par entreprise, mais laisserait également la possibilité de mettre en place des contrats à zéro heure hexagonaux, la généralisation de l'auto-entrepreneuriat, transformant la notion même de smic, d'heures supplémentaires et le droit des licenciements.

## **Loi Rebsamen : affaiblir les syndicats et le CHSCT pour faciliter les accords majoritaires**

Après avoir eu recours au fameux « article 49 alinéa 3 » pour faire passer la loi Macron sans vote à l'Assemblée, c'est au tour de François Rebsamen, ministre du Travail, de porter de nouveaux coups de bélier avec « la loi Travail », sorte de second volet de la loi Macron et qui devrait être adoptée avant l'été. Avec la « Loi Rebsamen », c'est aux syndicats et aux CHSCT que le gouvernement s'attaque en vue de « moderniser » et de « simplifier » le dialogue social dans l'entreprise.

Pour les entreprises de 50 jusqu'à 300 salariés, cette « modernisation » du dialogue social élargit la délégation unique du personnel (DUP), regroupant actuellement les délégués du personnel (DP), le comité d'entreprise





(CE), au CHSCT. Pour les entreprises de plus de 300 salariés, ce regroupement des instances représentatives du personnel (IRP) composés par les DP, CE et CHSCT, se ferait par accord majoritaire.

En tout état de cause, l'intégration du CHSCT dans une instance unique cache en réalité, à terme, sa suppression, en le privant de sa spécificité, de son budget, des formations associées, des heures de délégation et de sa capacité à faire appel à des inspecteurs du travail, des médecins, etc... Ces regroupements des IRP ou des DUP veraient les règles de fonctionnement «adaptées» à l'entreprise, que ce soit par le nombre minimal de réunions, le nombre d'heures de délégation ou les modalités de l'établissement de l'ordre du jour. Ils donneraient la possibilité de transformer par accord majoritaire l'ensemble des négociations annuelles en négociations trisannuelles voir quinquennales.

Tout en utilisant la méthode de la focale, pour détourner des véritables attaques, la loi Rebsamen, en plus de vider le CHSCT de sa substance, généralise la possibilité à toutes les entreprises de «négocier» sans délégué syndical mais avec des élus du personnel, mandatés ou non par des syndicats, voire de simples salariés mandatés. Autrement dit cette «modernisation» du «dialogue social» met fin au «monopole» syndical de négociation, et ouvre la possibilité aux employeurs de négocier un accord d'entreprise avec un élu du personnel quand il n'y a pas de délégué syndical.

Bien que cette possibilité existe déjà, à la marge, elle l'élargirait à toutes les entreprises, et l'accord d'entreprise ainsi conclu ne serait plus à valider par une commission paritaire de branche. Les patrons auront ainsi la possibilité de signer des accords «majoritaires» avec des interlocuteurs choisis, échappant au contrôle des syndicats et des branches, voire du comité d'entreprise qui ne sera même plus consulté.

La création des commissions régionales paritaires dans les TPE, qui sont aujourd'hui dépourvues de délégués

syndicaux, permettra de faire signer des accords d'entreprise majoritaires pour déroger au code du travail. Cette soi-disant avancée, vantée par la CFDT, cache en réalité un recul pour les travailleurs des TPE. On aura compris quel type de syndicalisme le patronat et le gouvernement souhaitent affaiblir et quel genre de centrale ils entendent mettre en avant.

### **ANI, Loi Macron et loi Rebsamen : les prérequis à l'accord d'entreprise comme norme principale du droit du travail**

La loi Macron et la loi Rebsamen sont les deux faces d'une même pièce et ne peuvent être vues indépendamment de leur visée, qui est de mettre en place des accords entreprise par entreprise, voire site par site. L'ANI a généralisé les accords d'entreprise dans les entreprises en «difficulté», promouvant le «dialogue social», la loi Macron s'attaque au «concept» même de droit du travail et se réserve le droit de modifier substantiellement l'ANI par l'amendement 535 voté par le Sénat, qui supprime, en l'occurrence, sa clause relative aux «graves difficultés économiques conjoncturelles». La loi Rebsamen, elle, se charge d'affaiblir certains syndicats et les CHSCT en vue de faciliter les «accords majoritaires» dans l'entreprise.

Mis bout à bout, c'est bien le droit du travail commun à l'ensemble des travailleurs que le gouvernement «socialiste» et le patronat sont en train de remettre en cause. C'est dans ce cadre que Manuel Valls a institué, le 1er avril, une commission, présidée par l'ancien directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle, chargée de plancher sur le moyen de renforcer la place «des accords d'entreprise» et pour «pour élargir la place de l'accord collectif dans notre droit du travail et la construction de normes sociales». Cette commission devrait remettre ses conclusions fin septembre en vue d'une conférence avec les partenaires sociaux à l'automne. L'objectif est de

faire de l'accord d'entreprise la principale norme du droit du travail en permettant aux branches et surtout aux entreprises de créer leurs propres règles, aux dépens du droit du travail, des conventions collectives et des protections sociales, communs à l'ensemble des travailleurs.

### **Répondre aux attaques du gouvernement par une mobilisation d'ampleur du monde du travail**

Tandis que la stratégie et les objectifs du gouvernement et du patronat se précisent, le monde du travail doit répondre par une mobilisation d'ampleur et à la hauteur de ces attaques, c'est le minimum syndical. Après avoir donné une première réponse au gouvernement, lors du 9 avril, contre la loi Macron, le 1er Mai n'a pas permis de transformer l'essai et les principales directions syndicales «contestataires», dont la CGT, ne donnent comme prochaine perspective de mobilisation, contre les attaques du gouvernement, qu'une seule date, encore indéterminée, «avant l'été».

C'est cette absence de réelles perspectives de lutte, permettant de répondre aux aspirations des salariés les plus convaincus d'en découdre, qui indiquent combien le monde du travail ne peut compter que sur ses propres forces pour exiger des directions syndicales d'être conséquentes, et de rompre complètement avec cette logique du dialogue social qui cache des attaques sans précédent contre les fondements même du droit du travail.

Pour faire reculer Hollande, Valls, Macron et Rebsamen, à charge de l'extrême gauche et des équipes syndicales combatives, donc, de trouver un horizon pour souder les secteurs les plus déterminés. Pour imposer nos intérêts, en toute indépendance de classe, il faudra en effet établir un réel rapport de force.

14/05/15



Retrouvez l'entretien dans son intégralité sur [ccr4.org](http://ccr4.org).

## ON PREND DE L'ASSURANCE, ON S'ORGANISE

### DÉJÀ TROIS MOIS DE LUTTE POUR LES CARREFOUR MARKET

*Entretien avec Frédéric,  
délégué CGT Carrefour Market Paris Ouest,  
propos recueillis par Guillaume Loïc*

Voilà plus de trois mois que les «week-ends de la colère» ont commencé chez Carrefour Market<sup>1</sup>. Ce vaste mouvement a touché une centaine de magasins à tour de rôle, pour des débrayages avec piquets, l'espace d'une matinée, réunissant parfois quelques dizaines, voire la quasi-totalité des salariés présents. C'est la provocation de la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires sur les salaires qui a mis le feu aux poudres, convainquant l'équipe combative qui anime la CGT Carrefour Market à lancer la mobilisation. Ce mouvement est exemplaire à plusieurs titres, pour sa durée, pour la détermination qui s'exprime, dans un secteur particulièrement exploité, précarisé, où l'action syndicale et contestataire est tout sauf l'habitude, et parce qu'il a su, progressivement, tisser des liens avec l'extérieur. Cette dernière caractéristique pourrait s'avérer décisive, alors que le groupe Intermarchés vient d'annoncer un plan de licenciements de 447 postes, et que les salarié-e-s de Casino se sont rassemblés ce mardi en marge de l'assemblée des actionnaires du groupe, contre les conditions de travail et les salaires minables du secteur, soutenus par des travailleurs de Carrefour Market. C'est donc dans ce contexte que nous avons rencontré Frédéric, l'un des animateurs du mouvement, sur le piquet qui se tenait samedi dernier au matin devant le magasin de Boulogne Pont-de-Sèvres.

[1] Voir à ce propos "Carrefour Market ou la colère d'un secteur parmi les plus exploités de notre classe", Guillaume Loïc, 7/04/2015, disponible sur [ccr4.org](http://ccr4.org)

**Salut Frédéric, est-ce que tu peux nous expliquer le rôle que tu joues dans la grève ?**

Je suis délégué syndical CGT de la région Paris Ouest, l'une des neuf régions selon notre subdivision. Il n'y a pas de hiérarchie, mais nous avons aussi quatre délégués nationaux et une déléguée centrale nationale, Fatiha. (...) Moi je suis dans les Yvelines. Je suis caissier depuis 19 ans, j'ai fait 14 ans de station service, à l'époque où il y avait une présence de salarié-e-s sur les stations pour encaisser les clients. Ensuite ils ont supprimé les postes, et mon directeur de l'époque m'a dit vous voulez aller où? Je lui ai dit j'aimerais bien aller en rayon, il m'a dit bon bah d'accord je vous mets en caisse! Et depuis 5 ans je suis en caisse, et ce que j'aime sur ce poste c'est le contact des clients. Avec certains on refait le monde.

**Les clients sont solidaires du mouvement ?**

Oui, car au fond ils comprennent bien qu'on ne peut pas vivre avec les minimas sociaux ou avec le SMIC. Pour ma part, je suis un peu au-dessus du SMIC depuis 19 ans, j'en n'ai jamais décollé. Avec 1100 euros, seul je ne pourrais pas vivre. Ce qui permet de s'en sortir c'est que ma femme travaille, à deux on arrive à payer le loyer et le reste, mais j'ai des collègues en très grave situation sociale alors qu'ils travaillent et à temps plein ! (...) La misère sociale c'est une réalité, elle s'installe dans les magasins Carrefour Market. On a des salarié-e-s qui dorment dans leur bagnole, qui sont hébergés chez des amis, ou qui vivent à l'hôtel car ils ne trouvent pas de logements ! (...) Pour la plupart des salariés de chez Carrefour Market, il suffit d'un «accident de la vie» (un divorce, un conjoint(e) au chômage, la maladie...) et tu dégringoles, tu t'endettes, tu sombres... car avec nos salaires, il est quasiment impossible de se constituer une épargne pour «les coups durs». On est maintenu en «danger social permanent» !

**Comment est-ce que le mouvement a commencé ?**

On avait déjà fait un premier mouvement en 2011, notamment pour obtenir les tickets restaurants. On travaille chez le premier employeur privé d'Europe et de France, et on n'avait rien de ce côté là! Ensuite la colère s'est peu à peu accumulée au cours des années suivantes, car les négociations ne donnaient rien, systématiquement. En définitive, on s'est rendu compte que tout ce qu'on obtiendrait ce serait par la lutte, par le rapport de force. La direction peut céder des choses, mais elle ne les donne pas. Fort de ce constat, et s'apercevant que la situation se dégrade dans les magasins, que l'on n'y arrive plus avec nos salaires, on a décidé de se mobiliser et l'on a lancé les weekends de la colère. On a commencé à les faire relayer par les camarades des régions, et à construire un mouvement national.

**Quel a été le point de départ ?**

On a commencé par mettre la pression avant les négociations annuelles obligatoires. On a fait une première action de grève dans 10 magasins les 6 et 7 février dont à Boulogne, ici même. Pour dire à la direction attention, on est mobilisés, vous ne nous roulerez pas dans la farine. Les NAO ont eu lieu...notre délégation de camarades a été très offensive, on avait préparé et bossé nos revendications en mettant en place un sondage national pour savoir sur quoi les salariés voulaient aller et on ne s'est pas contenté de les réciter lors de la réunion comme les autres délégations des autres syndicats...d'ailleurs on s'est demandé si les revendications des autres syndicats étaient vraiment celles des salariés ou des élus. Crois-tu comme le soutenait FO que les salariés des magasins réclamaient des fontaines à eau pour les salles de pause ? (rires). Bon au final la direction n'a rien lâché... (...) Voilà on a donc décidé de continuer, et cela fait trois mois!

**D'où vient ce slogan que vous reprenez tout le temps, sur la demi-baguette de pain ?**

C'est vrai que parfois je me demande si les client-e-s lambda voient ce qu'il y a derrière ce slogan. Aux NAO, on a eu entre 0,5 et 0,7% d'augmentation selon les niveaux. Pour quelqu'un en caisse ça représente 32 centimes par jour, ce qui fait à peu près une demi-baguette en supermarché. On a donc pris ça, comme une manière de dire que la direction nous méprise, et puis «l'image parle»...On illustre ce que la direction nous propose en matière de progression de pouvoir d'achat ! Donner si peu, on l'a pris comme une provocation, une tentative d'humilier les salarié-e-s. On a donc réagi dans le même esprit que ce qui a été fait à Peugeot, il y a quelques temps, quand ils ont eu une prime de quelques euros et qu'ils ont décidé de tout regrouper et de le donner aux restos du cœur, pour soutenir les plus humbles. C'était à l'époque de la grève sur le site d'Aulnay<sup>1</sup>. On est des travailleur-se-s, on ne demande pas la charité ni des miettes à notre direction, on exige de vivre dignement avec nos salaires, et c'est tout.

**Il y a de l'argent dans le groupe Carrefour ?**

Oui largement. Il y a 5 ans ils étaient dans une situation plus tendue selon eux, mais depuis ils ont considérablement relevé leur situation et gagné



[1] "Force et faiblesses de la lutte historique de PSA Aulnay", Daniela Cobet, 21/05/2015, disponible sur ccr4.org



des parts de marché. Même dans certains pays très touchés par la crise ils avancent, comme en Espagne ou au Portugal. En 2014 c'est 2,5 milliards d'euros de bénéfices, une somme considérable, dont 46% ont directement été reversés aux actionnaires. Il y a du fric chez Carrefour, et ce n'est pas grâce aux actionnaires mais aux créateurs de richesses, grâce à nous les salarié-e-s. (...) Sans nous les magasins ne tourneraient pas ! Les salarié-e-s doivent récolter le fruit de leur effort et pas uniquement les actionnaires et les grands responsables de l'entreprise. D'ailleurs, c'est scandaleux, en 2012, le pdg du groupe s'est augmenté de 41.8% !!! Il gagne 350 SMIC par mois ! Je crois qu'au même titre que ce qui se passe aux Etats-Unis, le groupe Carrefour doit augmenter les bas salaires, il faut qu'on récupère du pouvoir d'achat...c'est même plus que ça, il faut que l'on vive avec nos salaires ! (...)

### **Pourquoi est-ce qu'il n'y a que la CGT dans le mouvement ?**

C'est une caractéristique du secteur d'avoir un syndicalisme bien soumis. Chez Carrefour Market<sup>2</sup> il n'y a que nous qui contestons. Les autres je les côtoie régulièrement en réunion de négo, le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas la « fibre militante ». (...) Ce sont des syndicats de collaborateurs, des « syndicats maisons » comme on dit. En l'occurrence, ils ont tous signé l'accord. La CFDT a fait un peu de cinéma en demandant un délai soit disant pour « consulter sa base », ils ont eu 4 jours puis ils ont signé. Il n'y a aucun boulot revendicatif, ils ne se mobilisent que pour les élections, et leurs élus, on ne les voit pas souvent dans les magasins. Une chose qui est symptomatique c'est que Fatiha est caissière, moi aussi, Laurent est en rayon, etc., alors que dans les autres organisations syndicales les dirigeant-e-s sont cadres comme le dirigeant de

FO ou celui de la CFDT. (...) Quand certains d'entre nous veulent travailler à une transformation sociale, eux ils travaillent d'abord sur la transformation de leur évolution de carrière (rires) !

### **Est-ce que le taux de syndicalisation peut augmenter dans le secteur avec le mouvement ?**

J'aimerais te dire oui, on a pas mal de sympathisants CGT mais peu qui sautent le pas de la syndicalisation... mais on verra bien. A la CGT, on s'occupe de tous les salariés et de toutes les catégories de salariés même si ils ne sont pas syndiqués. Certaines organisations syndicales ne s'occupent que de leurs syndiqués... et obligent parfois les salariés à se syndiquer chez eux avant de s'occuper de leur problème. La mentalité à la CGT est différente...personnellement je pense que la syndicalisation doit venir du salarié, je n'oblige jamais personne à se syndiquer...ça doit venir du salarié, c'est un engagement qu'il prend tu vois... (...) On a été la seule organisation syndicale à défendre leurs intérêts. Mais on est aussi un secteur où règne le clientélisme, où les membres des organisations syndicales se battent avant tout pour des intérêts particuliers.

### **Après 3 mois de mouvement, comment la direction réagit ?**

Ils ont cherché à prendre contact avec Fatiha, notre déléguée centrale, pour nous demander d'arrêter les mouvements. Il y a eu quelques discussions avec la DRH, mais ils n'ont rien proposé de sérieux. La question que l'on pose c'est les salaires. Elle, elle nous a proposé « d'avancer sur la santé au travail », selon ses propos car

elle proposait seulement de concéder aux salarié-e-s des Market les mêmes temps de pause que sur les hypermarchés c'est à dire 30 minutes par tranche de 7h car actuellement nous n'avons que 21. Par contre pour toutes les autres inégalités, elle s'y refuse de même pour les femmes enceintes, qui dans les hyper ont une pause allongée au bout de trois mois, et chez nous c'est au bout de cinq, comme si on ne faisait pas les mêmes bébés. Nous on exige l'égalité, mais c'est évident que l'on ne va pas reprendre le travail après 3 mois de mouvement national juste parce qu'ils lâchent uniquement un petit quelque chose sur la pause.

### **Quels ont été les moments forts du mouvement ?**

Il y a beaucoup de choses, mais ça commence par le fait d'avoir pu s'organiser, et de plus en plus. Ensuite, d'être sorti de notre boîte, ce qu'on ne faisait pas forcément avant. On s'est liés avec d'autres salarié-e-s qui ont les mêmes problèmes que nous. Ça nous a amené à nous rapprocher de collectifs, comme celui de Paris 8 à partir du meeting<sup>3</sup>, à rencontrer les copains de Sud PTT, à faire des actions communes. Le 9 avril<sup>4</sup> on a réussi à faire un gros cortège, et c'était une première. On se structure de mieux en mieux. Avant on se dispersait dans les cortèges

[3] "Jonction ! Un seul mot d'ordre pour les 250 personnes ayant assisté au meeting appelé par les grévistes de Paris 8", Comité de rédaction, 20/03/2015, ccr4.org

[4] "9 avril. Première véritable journée de mobilisation contre Hollande", Jean-Patrick Clech et Yann Le Bras, 10 avril 2015, ccr4.org

[2] Retrouvez toutes les infos sur le site [www.la-cgt-chez-carrefourmarket.com](http://www.la-cgt-chez-carrefourmarket.com)





lors d'une manif comme celle-là. Ce jour-là, on s'est dit on va faire comme les copains, on a acheté la sono, une grosse banderole, et on a réussi à faire un beau cortège bien visible des Carrefour Market, avec la CGT. Le matin on avait fait une belle action avec les postiers, les Paris 8, les étudiants, des collègues de KFC dont on a envahi le magasin après avoir fait un bon tour dans le Carrefour Market de Italie 2, et avant d'enchaîner avec celui de Nationale, et un Mac Do! Ces défilés dans les magasins, au début on n'aurait pas osé les faire, et maintenant c'est devenu comme une tradition. Ça montre qu'on prend de l'assurance, qu'on s'organise.

**Tu trouves que, d'ores et déjà, il y aura un avant et un après ?**

Oui vraiment, car aujourd'hui à la CGT Carrefour Market on s'est structuré, organisé, pour certains «politisés»...tout ça donne une conscience politique qu'on n'a pas forcément au début. Je pense que la politique est partout, quand j'entends des organisations comme FO qui disent que la politique doit être dissociée du mouvement syndical je pense que c'est une arnaque, ce qu'on fait c'est politique. D'ailleurs la politique qui est faite aujourd'hui nous touche directement. Ça montre bien que les décisions politiques impactent la vie des travailleurs, que tout est interconnecté... On doit donc se défendre quand les politiques nous attaquent...Le syndicat, ce sont les travailleurs qui s'unissent pour défendre leurs intérêts: (...) Quand j'étais étudiant, j'ai fait Devaquet (en 1986, ndlr) et d'autres mouvements, on était révoltés, on voulait changer

le monde, faire notre mai 68 (rires) mais je n'avais pas encore de vraies convictions politiques...Et puis aujourd'hui, on sait ou on va, on a des projets...Je dirais qu'on a surement mûri syndicalement (Rires) !

**Et pour les suites, à quoi pensez-vous ?**

On a plein d'idées! La principale c'est le 28 mai, on va faire un gros rassemblement devant le siège. (...) On a aussi pensé à organiser un concert de soutien, car on veut commencer à se faire une caisse de grève. Pour nous c'est une idée nouvelle, on n'avait pas eu le réflexe. Le 9 avril un salarié de Sanofi est venu me voir, il m'a dit où est votre caisse de solidarité et l'on n'avait rien. On a compris peu à peu qu'il fallait qu'on en ait une pour que les collègues puissent entrer dans le mouvement plus facilement. (...)

**Qu'est-ce que tu penses des possibilités d'élargissement dans le secteur du commerce ? Parce que c'est un secteur énorme...**

Ecoute il y a plusieurs revendications communes, à commencer par les salaires. Les mobilisations se développent dans le commerce, ainsi que la présence syndicale d'ailleurs, en lien avec l'augmentation du volume d'emploi salarié ces vingt dernières années (...).

Et c'est plutôt une nouveauté, c'est un secteur qui était peu organisé. La fédération du commerce au sein de la CGT est amenée à prendre de l'importance. Pour lutter, on n'arrivera à rien sans l'union, c'est ça qui fait la force. Il y a un potentiel énorme si on fédérait toutes les enseignes, si l'on faisait des actions communes entre grands magasins parisiens, avec Auchan, Casino, Intermarché, et j'en passe. Rien que chez Carrefour, il faudrait relier les différentes unités du groupe, à savoir la logistique, les hypermarchés, les magasins de proximité comme Carrefour City, les hyper, pour une action commune. On y travaille...un camarade travaille à recenser les responsables syndicaux des unités du groupe. C'est clair que si on arrivait à bloquer les entrepôts, à débrayer les magasins quels qu'ils soient, un seul et même jour, on mettrait une pression gigantesque au niveau du groupe. (...) Pour l'instant les petits débrayages que l'on fait ça impacte l'image, ça nous permet de trouver l'appui des clients, mais on les fera plier plus vite si l'on s'en prend plus au chiffre d'affaire, si on leur fait sentir la révolte qui gronde dans les magasins...ça va venir, on est qu'au début de quelque chose qui va grandir, en tout cas on y travaille !!! (rires)

15/05/15



Georges Plassat, PDG de Carrefour



## Menaces sur l'emploi à Mahle Behr France, site de Rouffach (Alsace)

En juillet 2013, l'équipementier automobile allemand Mahle Behr France avait imposé par référendum, pour une durée de deux ans, un accord de maintien de l'emploi ou « accord de compétitivité ». Le but affiché par la direction était « d'éviter un plan de licenciements » et d'investir sur l'usine de Rouffach, afin que le site regagne en compétitivité. En échange du maintien de l'emploi promis, les travailleurs ont dû sacrifier cinq jours de RTT et subir le blocage de salaires. Mais après ce chantage imposé par la direction, les travailleurs viennent de prendre une douche froide : pas de projets sur le site dans les trois ans qui ont suivi, bien entendu, mais, surtout, le groupe a décidé de délocaliser la production des climatisations sur un site en Tchéquie, alors que c'est l'un des cœurs de métier pour l'usine de Rouffach, qui produit également des systèmes de chauffage pour l'automobile. Sur les 900 postes de travail, 350 à 400 emplois seraient menacés.

A y voir de plus près, le groupe Mahle n'en est pas à son coup d'essai en ce qui concerne la casse de l'emploi. Les premières victimes ont été les salariés de Mahle Piston, à Colmar, avec la fermeture du site de Production d'Ingersheim et le licenciement de 264 travailleurs en mars 2014. Et pourtant, le groupe Mahle et sa filiale Behr France se portent très bien. En 2014, les unités ex-Behr dans le groupe Mahle ont généré un résultat net deux fois plus important que prévu, soit 156 millions d'euros, sur la base d'un chiffre d'affaires de 3,142 milliards d'euros. Alors que les bénéfices de la direction vont au-delà de ses espérances, le discours tenu aux travailleurs des différents sites est sensiblement différent : tout va mal. Ces supercherries patronales servent à justifier les attaques en cours et à venir, et ce avec l'aval du gouvernement Hollande et de ses lois au service du Medef. Mais le chantage patronal ne peut tromper éternellement les travailleurs.

## IL FAUDRAIT LA CONVERGENCE DE TOUTES LES USINES QUI SUBISSENT LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

*Entretien avec Françoise Kuenemann (CFDT), propos recueillis par Vincent Duse (CGT PSA Mulhouse)*

**Comment ont réagi les salariés de l'usine suite aux annonces par la direction de suppressions d'emplois pour Mahle Behr France ?**

Les salariés dans l'usine se sentent trahis. Alors que la direction nous avait déjà imposé un accord de compétitivité, avec son lot de sacrifices en termes de salaire et de RTT, voilà que maintenant nous ne serions toujours pas assez compétitifs ! (...) Tous les syndicats se sont opposés à cette restructuration, puisqu'il n'y a aucun projet pour Mahle Behr France et que les salariés ont toujours à l'esprit la fermeture de Mahle Piston. (...)

**Vous allez mobiliser contre la casse des emplois et des postes de travail ?**

Oui bien sûr, puisqu'en réalité, nous ne savons toujours pas à quelle sauce ils veulent nous manger. (...) Les détails du plan seront fixés en juillet 2015 : nous avons donc trois mois pour alerter et nous organiser contre le projet de la direction.

(...) Alors que le site compte 900 salariés aujourd'hui, nous étions 1025 avant l'accord de compétitivité. Aujourd'hui, avec l'annonce du plan de suppressions d'emploi qui touchera plusieurs centaines de postes, ce sont aussi près de 120 intérimaires qui vont perdre leur travail. Ce serait une saignée sans précédent.

**Si les suppressions d'emplois se confirment, y a-t-il un risque de fermeture du site ?**

Si nous prenons le montage, qui est le centre de notre activité, la production future des climatisations se fera en Tchéquie, décision qui a déjà été entérinée par le groupe. Si à cela on rajoute le secteur de l'injection et de l'expédition, au total cela pourrait provoquer de 350 à 400 suppressions de postes, ce qui est énorme pour un site comme le nôtre. Au final, on ne ferait que des pièces secondaires et des radiateurs. La direction n'investira plus et fera tourner les chaînes qui sont en fin de vie.

Vu qu'il n'y a rien dans les projets pour le site de Rouffach, le site pourrait même être sur le point de fermer ses portes s'il n'y pas de réaction importante des travailleurs dans les années qui viennent. D'ailleurs, le directeur du groupe Mahle Behr France nous a bien dit qu'ils ont perdu deux gros clients, en l'occurrence PSA et Mercedes. Il n'y a pas de perspective à l'horizon et nous sommes en train de jouer nos vies.

**Qu'est-ce qui, selon toi, pourrait mettre un frein à ce tsunami de destruction d'emplois dans la région ?**

Aujourd'hui, il faudrait la convergence de toutes les usines qui subissent les suppressions d'emplois, avec PSA en tout premier lieu, car il s'agit d'un des donneurs d'ordres dans la région. PSA

## GRÈCE

## Tsipras et ses créanciers

## LA TROÏKA N'EST JAMAIS PARTIE ET SA PRESSION EST TOUJOURS PLUS FORTE

*Philippe Alcoy*

Après l'accord du 20 février avec l'Eurogroupe, Athènes n'a toujours pas révélé la liste de réformes exigées par la Troïka pour débloquer la dernière tranche du «plan de sauvetage» financier de 7,2 milliards d'euros. La pression des gouvernements de la zone euro et du FMI ne fait qu'augmenter et la Grèce voit la corde se resserrer de plus en plus autour de son cou; son besoin de liquidités pour rembourser les prêts de la Troïka et pour payer les salaires et les retraites est devenu urgent. Les dirigeants de l'UE donneront-ils un peu plus de temps au gouvernement Syriza-Anel, et sous quelles conditions, ou laissera-t-on tomber à l'inverse la Grèce, avec tous les risques que cela comporte? Aucune hypothèse, au jour d'aujourd'hui, n'est à exclure, qu'il s'agisse d'un nouvel arrimage de la Grèce à la zone euro ou d'un «Grexit».

## Un besoin urgent de cash

Lors de la réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe à Riga vendredi 24 avril aucune avancée n'a été constatée sur le dossier grec. Alors que l'on s'attendait à une liste précise de réformes que le gouvernement Syriza-Anel s'engagerait à mettre en place, la date limite à été repoussé au 11 mai, lors d'un prochain sommet, voire au 30 juin, date limite du «plan de sauvetage» de la Troïka.

Alexis Tsipras et son ministre des Finances Yanis Varoufakis, cherchaient à obtenir un déblocage partiel de la dernière tranche de l'accord mais cela a été refusé par l'Eurogroupe. Quelques jours auparavant, le gouvernement grec avait émis un décret obligeant les différentes administrations locales et institution à verser à la Banque Centrale hellénique leurs liquidités non utilisées, ce qui a provoqué une certaine résistance de la part des maires et des partis d'opposition. Cette mesure témoigne néanmoins d'une situation financière qui va en s'aggravant.

Dans les prochaines semaines, en effet, la Grèce devra trouver 2 milliards d'euros pour payer les salaires et les pensions en plus de 970 millions d'euros pour rembourser le FMI. C'est pour cela que Tsipras et Varoufakis ont multiplié les déclarations demandant aux «partenaires européens» d'accélérer la prise de décision pour débloquer des fonds pour permettre à Athènes de respirer un peu.

De son côté la Troïka joue la montre: plus le temps passera, et plus le gouvernement grec sera acculé, plus la pression impérialiste se fera sentir et plus facilement les créanciers pourront imposer leurs conditions à Athènes. Des rumeurs commencent déjà à circuler venant de sources proches du gouvernement par rapport à un possible appel à des élections anticipées ou à un référendum dans le cas où le gouvernement grec et les créanciers n'arriveraient pas à un accord.

Tsipras s'apprêterait-il à jouer la carte

est d'ailleurs en train de fermer une ligne de montage sur son site de Mulhouse. Il faudrait aussi converger avec les autres équipementiers de l'automobile puisque l'attaque est générale et pas seulement contre Mahle Behr France.

Il faut vraiment se poser la question de combattre ensemble pour être plus forts face aux patrons et au gouvernement. Il faudrait agir comme si nous étions une structure qui aurait pour mission de mettre en relation et d'organiser l'ensemble des travailleurs et leurs familles, qui pourraient se retrouver sans emplois ni moyens pour vivre alors que tous les groupes font des milliards. Cela pourrait commencer en s'organisant avec tous les syndicats, de toutes les centrales, pour un front unique ouvrier contre les licenciements et les fermetures d'usines dans tout le bassin d'emploi.

02/05/15



*"A bas la dette. FMI rentre chez toi"*

de Georges Papandréou, son prédécesseur poussé vers la sortie par l'UE lorsque le dernier gouvernement issu exclusivement d'une majorité PASOK avait tenté le tout pour le tout et parié sur un référendum pour obliger Bruxelles à négocier ? C'est dans ce cadre également qu'il faut comprendre la visite officielle de Tsipras à Moscou. L'ancien leader des JC grecques n'a pas seulement voulu faire jouer la corde la plus chauvine d'une partie de la gauche hellénique, très hostile à l'OTAN et aux tuteurs anglo-américains qui ont dominé le pays dans le passé et favorables, par ricochet, à des alliances pro-russes, y compris en raison d'une appartenance commune au monde orthodoxe. Tsipras s'est surtout rendu auprès de Vladimir Poutine pour donner de la voix et montrer que, dans le cas où on voudrait lui couper les robinets de cash, il serait prêt à se tourner vers d'autres partenaires.

La Grèce se trouve prise au piège par la Troïka et l'orientation du gouvernement Syriza-Anel n'a rien fait pour l'éviter. Bien au contraire, loin de mener une politique de « rupture » avec la Troïka, comme promis tout au long de la campagne, Tsipras a simplement décidé de la renommer autrement et de continuer à négocier pour trouver « des solutions satisfaisantes pour les deux parties » ; parfaite illusion ou, surtout, habile jeu politique en direction de sa base sociale et électorale

qui ne fonctionne qu'un temps et qui commence aujourd'hui à faire eau de toutes parts.

Durant la campagne et pendant les premiers jours après la victoire du 25 janvier, il s'agissait de « menacer » les créanciers de non-paiement de la dette, d'annulation des privatisations, de hausse du salaire minimum. Très rapidement cependant, le gouvernement Syriza-Anel a plié face aux conditions imposées par les dirigeants impérialistes. Aujourd'hui ces derniers profitent de leur position de force pour faire reculer Tsipras face à toute tentative de remettre en cause, même partiellement, leurs intérêts dans le pays.

## **Vers un défaut de paiement de la Grèce ?**

A la différence des premières années de la crise économique grecque, où à chaque fois que l'on évoquait la possibilité d'un défaut de paiement du pays, la panique gagnait les marchés, de plus en plus de voix s'élèvent aujourd'hui pour parler d'une réelle possibilité de cessation de paiement hellénique et cette perspective ne semble pas affoler excessivement les places financières internationales. En effet, on parle d'un risque de contagion très limité à d'autres pays et, pour certains, l'UE serait à même de piloter et de faire face à une sortie de la zone euro de la Grèce.

Cette « tranquillité » des marchés quant à un possible défaut de paiement de la Grèce peut s'expliquer largement par le fait que la part de la dette grecque détenue par les intérêts privés est passée de 80% en 2010 à moins de 20% actuellement. Aujourd'hui se sont essentiellement les institutions financières internationales et d'autres Etats européens qui détiennent la plus grande partie de la dette grecque (80%). Ce sont notamment les banques allemandes et françaises ont le plus tiré profit de la véritable opération de « socialisation des pertes ».

Comme le signale un article de l'agence Bloomberg : « la voie suivie a consisté simplement à remplacer un problème par un autre : les prêts européens et du FMI ont été utilisés pour rembourser les créanciers privés (...) Cinq ans après le début de la crise, la dette publique est passé de 130% du produit intérieur brut à près de 180%. Et une crise économique profonde et une déflation profonde ont gravement compromis la capacité de remboursement du gouvernement grec ». Sous prétexte de ne pas provoquer le chaos économique au niveau international, on a maintenu en vie la Grèce de façon complètement artificielle. Aujourd'hui (comme hier d'ailleurs), pour certains analystes, la faillite de la Grèce n'est qu'une question de temps... et d'une décision politique.



## Les risques pour les intérêts impérialistes

Au-delà de cette confiance superficielle des marchés, ce qu'inquiète profondément les impérialistes de l'UE, à commencer par l'Allemagne, ce sont les conséquences qu'un défaut de paiement de la Grèce ou même d'un « Grexit » pourrait avoir sur d'autres pays endettés. En effet, si la Grèce sortait de la zone euro, voire de l'UE, quelle serait son orientation politique et économique ?

Georges Friedman de Stratfor considère dans un article récent qu'il est impossible que l'économie grecque sorte du marasme « sans les protections que l'Allemagne ou les États-Unis avaient pendant leur période de croissance ». Autrement dit, pour Friedman, il est très probable qu'une sortie de la Grèce de la zone euro et/ou de l'UE la pousse à emprunter une voie protectionniste pour faire face à un problème bien plus profond que la question de la dette: restructurer et redynamiser son appareil productif.

Cela pourrait constituer un précédent pour d'autres pays endettés et un premier pas vers une possible dislocation du marché commun européen, un acquis indéniable pour les impérialistes européens, notamment pour l'Allemagne puisque 50% des exportations allemandes ont pour destination les

pays de l'UE. En ce sens, pour Friedman ce que craint l'Allemagne n'est pas tant un « Grexit » qu'une reconfiguration de ses protections douanières qui pourraient donner des idées à d'autres bourgeoisies en difficulté de l'UE.

Politiquement, un tel contexte de guerre commerciale pourrait avoir comme conséquence le renforcement de tendances eurosceptiques et nationalistes à échelle du continent. D'ailleurs, même un échec des négociations de la Troïka avec le gouvernement Syriza-Anel pourrait renforcer l'aile eurosceptique au sein du gouvernement.

C'est pour éviter des scénarios catastrophiques et incontrôlables que les dirigeants de l'UE essayent de trouver une solution qui comporte le moins de risques possibles, dont un possible nouveau sauvetage de la Grèce pour continuer à gagner du temps. Ainsi, le journal britannique *The Independent* évoque trois perspectives : soit « la Grèce estrenflouée à nouveau, ne fait pas défaut et reste dans la zone euro ; [soit] la Grèce n'est pas renflouée, fait formellement défaut, mais trouve les moyens pour rester dans la zone euro ; [ou encore] la Grèce fait défaut et quitte la zone euro ».

Dans les différents scénarios évoqués, aucun ne répond aux intérêts de la classe ouvrière et des classes popu-

lares. Après avoir sauvé les banquiers, les institutions et États impérialistes entendent récupérer leurs investissements sur la dette grecque à travers une remise en cause encore plus profonde des conditions de vie des masses en Grèce.

Quelques mesures pour commencer à avancer dans le sens des intérêts des travailleurs seraient le non paiement de la dette, la nationalisation de l'ensemble des banques sans indemnité ni rachat et sous contrôle des salariés et usagés, ainsi que l'expropriation sous gestion ouvrière des entreprises qui ferment ou licencient pour répondre à la question urgente du chômage. Pour ce faire les classes populaires ne peuvent compter que sur leur mobilisation, les grèves, les occupations. Ce serait la meilleure façon de lutter contre les forces réactionnaire, que se soient les pro-impérialistes que les nationalistes. Le retour aux mobilisations des années 2010-2012, avec un débouché politique cette fois-ci, c'est la seule solution, pour le monde du travail et la jeunesse de Grèce pour briser l'étau dans lequel ils sont pris, avec d'un côté la perspective d'une austérité aggravée ou, à l'inverse, un bouleversement dévaluationniste qui ne résoudrait pas plus la situation du point de vue de notre classe.

25/04/15





## TSIPRAS ENTRE RECUADES, « LIGNES ROUGES » ET MANŒUVRES

*Philippe Alcoy*

Alors que les négociations entre le gouvernement Syriza-Anel et la Troïka sur un accord pour le versement de la dernière tranche du plan de «sauvetage» du pays se poursuivent, lundi 11 mai, la Grèce a remboursé 750 millions d'euros au FMI. Après l'Eurogroupe du 24 avril et le remaniement de l'équipe de négociation avec la Troïka, qui a écarté Yanis Varoufakis, il semble y avoir une meilleure entente avec les dirigeants de l'UE. Selon Tsipras un accord pourrait être même trouvé d'ici la fin du mois. Cependant, il resterait encore des points de divergence, notamment des «lignes rouges» infranchissables.

Selon la presse les points sur lesquels la Grèce et la Troïka seraient en train de négocier seraient les perspectives de croissance pour les années à venir, des objectifs fiscaux, la réforme du système de pensions et une libéralisation du code du travail.

C'est sur ces deux derniers points que les négociations bloqueraient. Le gouvernement grec se rend compte en effet que s'attaquer au régime de retraites ainsi que flexibiliser le marché du travail pourraient se révéler

très couteux politiquement parlant. Cela ne l'a pas empêché de céder sur d'autres plans comme le report de l'augmentation du smic au moins jusqu'en 2016 ou la privatisation du port du Pirée qui serait cédé à 51% à l'entreprise chinoise Cosco.

Le remboursement au FMI s'inscrit dans cette même dynamique consistant à faire des gestes en direction des créanciers du pays et montrer «la bonne volonté» d'Athènes de respecter ses engagements. Ainsi, des 750 millions d'euros payés au FMI le gouvernement grec a puisé 600 millions d'euros d'un fonds d'urgence de la Banque Centrale Grecque. Mais ce n'est pas fini car le prochain remboursement important de la Grèce interviendra le 5 juin avec un paiement de 302,5 millions d'euros au FMI, suivi de quatre versements d'un montant entre 340 à 567 millions prévus d'ici le 19 juin.

### Les impérialistes parient sur l'asphyxie financière d'Athènes

Anatole Kaletsy, président de l'Institute of New Economic Thinking, dans un article récent, considère qu'il y

aurait une alternative beaucoup plus intéressante pour les puissances centrales de l'UE qu'un «Grexit». Pour lui, il faudrait «piéger la Grèce à l'intérieur de la zone euro, lui fermer l'accès au financement à travers le crédit et ensuite juste regarder comment le soutien domestique au gouvernement de Tsipras s'effondre(...) Ce serait la meilleure technique de l'UE pour briser la résistance grecque». Cyniquement il conclut que «plutôt qu'expulser la Grèce de la zone euro, il faudrait expulser Syriza du gouvernement grec».

Effectivement, même si les dirigeants européens se gardent d'exprimer leur point de vue aussi clairement par rapport à la Grèce, c'est cette ligne qui semble être adoptée, au moins depuis la signature de l'accord du 20 février. C'est cela qui expliquerait la lenteur à trouver une «solution» avec les négociateurs grecs malgré tous les gages offerts par ces derniers.

### Un référendum sur l'austérité ?

Mais ce moyen de pression pourrait avoir un autre objectif que celui de la chute de la coalition au pouvoir en Grèce : son « recentrage politique ». Comme l'affirme le journal du capital financier français, *Les Echos* : « Alexis Tsipras est de plus en plus coincé entre ses caisses vides et ses promesses électorales (...) Il garde encore un soutien majoritaire, mais sa cote de popularité est passée de 82% en février à 54%, selon un sondage du week-end. Et pour rassurer les Européens, plus de 70 % des Grecs déclarent vouloir rester dans l'euro, et si la question était soumise à référendum, 49,2% d'entre eux accepteraient de nouvelles coupes dans les salaires et les retraites si cela permettait au pays de rester dans l'euro. Un référendum pourrait donc permettre à Alexis Tsipras d'opérer le virage tant attendu par ses partenaires vers le centre gauche ».

Dans ce contexte il n'est pas étonnant que les dirigeants impérialistes aient multiplié les déclarations favorables à un référendum en Grèce sur les mesures d'austérité à adopter. Et pourtant il s'agit des mêmes dirigeants qui

avaient fait tomber le gouvernement de Yorgos Papandréou en 2011 quand celui-ci avait essayé d'appeler à un référendum afin de mettre la pression sur la Troïka. Quant aux dirigeants de Syriza, ils ne semblent aucunement fermés à cette option. Ils seraient en train de l'évaluer, même s'ils ne disposent pas de beaucoup de temps.

Mais si le référendum se confirmait il représenterait une façon de « légitimer » un programme d'austérité à la « sauce Syriza »; une façon de faire « accepter » par les masses les attaques de la Troïka tout en limitant au maximum leur résistance. Le risque de démoralisation de la part des classes populaires serait grand. Autrement dit, une victoire énorme pour les impérialistes, tout particulièrement s'agissant d'un gouvernement qui est arrivé au pouvoir avec un discours « anti-austérité ». Cependant cette option représenterait aussi un pari très risqué pour Syriza. C'est pour cela que, même si cela semble très peu probable, on ne peut pas exclure que Syriza essaye d'utiliser un éventuel référendum contre la pression de la Troïka.

### Faire front et se mobiliser pour l'annulation de la dette

Dans ce contexte il devient fondamental pour les organisations du mouvement ouvrier et de l'extrême-gauche de constituer un front uni contre le chantage et les attaques de la Troïka et de la bourgeoisie locale mais aussi pour s'opposer à la politique actuelle du gouvernement Syriza-Anel qui consiste à avoir accepté la logique des « plans d'austérité ».

Pour cela il va falloir rejeter tout sectarisme mais aussi avec toute ambiguïté sur une possible « réorientation à gauche » du gouvernement grec. Au contraire, il faut reprendre les mobilisations dans les usines, les entreprises, les administrations, dans les lieux d'étude, etc. contre les mesures d'austérité, contre le paiement de la dette, contre les licenciements et le chômage et pour reprendre tout ce que les classes populaires ont perdu en termes d'acquis sociaux depuis le début de la crise. Ce serait un premier

pas pour préparer des luttes offensives de la classe ouvrière et de l'ensemble des opprimés.

Mais la lutte contre les attaques de la Troïka et ses partenaires locaux exige aussi la solidarité internationaliste du mouvement ouvrier en Europe. Pour cela il est urgent de relancer la campagne pour l'annulation de la dette grecque.

C'est la ligne que nous défendons, au sein du NPA, depuis plusieurs mois, sans qu'elle n'ait été, malheureusement, le plus souvent, reprise jusqu'à présent.

Pour nous l'annulation de la dette grecque n'est pas seulement une question de solidarité avec les travailleurs et les masses de Grèce mais aussi une question de défense de nos propres intérêts ici en France. Car depuis le début de la crise le remboursement de la dette des Etats est utilisée comme prétexte pour imposer des mesures d'austérité dans l'ensemble des pays européens.

16/05/15

### Afrique des Grands Lacs



## BURUNDI. LE RETOUR DU « PRÉSIDENT » NKURUNZIZA APRÈS LE COUP D'ETAT MANQUÉ

*Ciro Tappeste*

*Classé parmi les cinq pays les plus pauvres de la planète, le Burundi a été le théâtre, ces dernières semaines, d'importantes mobilisations populaires contre l'Exécutif et son président, Pierre Nkurunziza, qui s'appretait à s'asseoir sur sa propre Constitution, pourtant taillée sur mesure, et briguer un troisième mandat présidentiel. L'ensemble des acteurs dominants, à commencer par les Forces Armées, influencées par les différentes chancelleries occidentales, observaient avec inquiétude l'évolution de la situation, les forces de répression ayant refusé de tirer sur les manifestants, préoccupés d'une évolution à la burkinabé, avec une dynamique populaire débordant les canaux habituels et finissant par renverser le président. C'est ainsi qu'une fraction de l'Etat-major burundais a opté pour un coup d'Etat préventif, mercredi 13 mai, qui a échoué.*

La situation, aujourd'hui, est des plus préoccupantes: Nkurunziza se prépare à lancer ses escadrons de la mort non seulement contre les militaires félons mais également contre l'ensemble de l'opposition et les figures les plus en vue des manifestations de ces derniers temps, désormais accusés d'être des « rebelles ». C'est la décision du parti au pouvoir depuis 2005, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces de Défense de la Dé-



mocratie (CNDD-FDD), de soutenir un troisième mandat de Nkurunziza qui a mis le feu aux poudres, le 25 avril. Les manifestations se sont multipliées, débordant la segmentation ethnique entre tutsis et hutus, héritage de la colonisation et ayant débouché, comme au Rwanda voisin, sur une situation de guerre civile entre 1993 et 2003, sur fond de rivalité interimpérialiste dans cette région stratégique de l'Afrique des Grands Lacs.

A la tête de la mobilisation depuis fin avril, un cartel de 300 ONG et associations, dont le Forum pour la Conscience et le Développement, opposé à Nkurunziza. Ces dernières semaines, donc, de façon quasi quotidienne, la capitale, Bujumbura, a été le théâtre de grandes mobilisations populaires contre le pouvoir en place, la corruption et le clientélisme ethnique. Dans un premier temps, ces manifestations ont été réprimées par les forces de sécurité sans pour autant contraindre les manifestants à renoncer à descendre dans la rue. En instrumentalisant à nouveau le poison des rivalités ethniques, laissant planer la perspective de nouvelles tensions entre tutsis et hutus, Nkurunziza a forcé plus de 100.000 burundais à opter pour le chemin de l'exil et a fait arrêter des centaines d'opposants, en assassinant des dizaines d'autres, et ce dans le silence quasi complet de la presse occidentale qui fit le choix, comme leurs chancelleries, de soutenir un pouvoir fort plutôt que de courir le risque de l'instabilité.

C'est au cours d'un Sommet des Etats

d'Afrique de l'Est en Tanzanie, réunissant les chefs d'Etat de la région autour de la crise burundaise, que plusieurs officiers de haut-rang, issus du sérail du pouvoir, ont choisi de tenter un coup de force, profitant de l'absence de Nkurunziza du pays. Vieux briscards du régime plus que jeunes officiers ayant soif de démocratie, ils ont été dirigés par le général Godefroid Niyombare, ex-chef des Services secrets, le commissaire de police Zénon Ndbaneze ainsi que le général Cyrille Ndayirukiye, porte-parole des putschistes qui a reconnu pour sa part, dès la soirée du jeudi 14 mai, l'échec du coup d'Etat.

Ayant sans doute mal évalué le rapport de force au sein de l'armée et leurs appuis au sein des ambassades occidentales, notamment française et étatsunienne, qui continuent à représenter, en dernière instance, les vrais maîtres du pouvoir dans la région, les officiers avaient choisi d'intervenir plutôt que de laisser l'initiative aux manifestants, rappelant en ce sens les manœuvres au sein de l'armée burkinabé au cours de l'insurrection d'octobre 2014<sup>1</sup> qui a mis fin aux vingt-sept années de règne de Blaise Compaoré, ancien homme-lige de la France en Afrique de l'Ouest.

Au bout de 48 heures de combats, notamment pour la prise de contrôle du siège de la Radio Télévision Burundaise, au cours desquels des dizaines de soldats et de civils ont perdu la vie,

[1] Lire "La révolution de retour au pays de Thomas Sankara ?", 31/10/14, ccr4.org

le mouvement des putschistes a pris fin, sans que les manifestants, eux, ne s'avouent vaincus, s'étant retirés en direction de plusieurs quartiers de Bujumbura, gagnés à la cause de l'opposition. Pacifique Nininahazwe, pour le Forum pour la Conscience et le Développement, a réitéré la perspective « de nouvelles mobilisations pour rejeter un troisième mandat de Nkurunziza (...), le mouvement n'ayant absolument rien à voir avec les putschistes et le coup d'Etat ». La situation va être beaucoup plus compliquée, aujourd'hui, avec le retour du « président » de Tanzanie, plus déterminé que jamais à asseoir son pouvoir par tous les moyens nécessaires, déférant manifestants ou officiers putschistes devant des tribunaux à ses ordres, lorsqu'ils ne sont pas abattus en pleine rue, ce qu'a déjà reporté l'agence Reuters.

Après les hésitations du Quai d'Orsay, ayant d'abord ratifié son soutien à Nkurunziza, quoi qu'étant conscient du caractère explosif de la situation en raison de la volonté de ce dernier de briguer un troisième mandat, Paris garde un silence prudent... et criminel. Comme à son habitude, l'Elysée préfère, en dernière instance, avoir à traiter avec ses interlocuteurs traditionnels. Mais c'est bien le passé colonial et l'actualité franc-africaine qui sont responsables de cet état de fait et dont sont victimes, au Burundi comme ailleurs, tous les peuples d'Afrique francophone.

17/05/15

*Le général Juvénal Niyungako s'est rendu ce samedi 16 mai.*



Le défilé du 9 mai a constitué une véritable vitrine pour l'industrie de l'armement russe



**70ème anniversaire de la victoire contre le nazisme**

# LE DÉFILÉ DU 9 MAI À MOSCOU

## UNE DÉMONSTRATION DE FORCE DE POUTINE

*Juan Chingo*

*Cet anniversaire du 8 mai 1945, célébré en Russie le 9 mai, a été particulier par bien des aspects. Les leaders occidentaux ont boycotté le défilé militaire de la Journée de la Victoire à Moscou et les troupes chinoises ont, pour la première fois, défilé sur la Place Rouge. L'URSS et la Chine sont les deux pays qui ont payé le plus lourd tribut en termes de vies humaines au cours de la Seconde Guerre Mondiale, puisque près de 15% de la population soviétique de l'époque a péri au cours du conflit à la suite de l'Opération Barbarossa, soit plus de vingt-cinq millions de personnes, alors que plus de quinze millions de Chinois ont perdu la vie au cours de l'occupation japonaise.*

Le président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour le 9 mai à la tête de la plus importante des délégations étrangères, accompagné de nombreux officiers chinois du secteur de la défense, de l'énergie, de l'économie et de la finance. La présence de Xi visait, par ailleurs, à préparer la visite offi-

cielle du président russe Vladimir Poutine pour les célébrations de la victoire contre le Japon impérial qui devraient se tenir en septembre, en Chine.

Dans le cadre de la marginalisation de la Russie par les Occidentaux à la suite du conflit en Ukraine, la présence

du principal dirigeant chinois aux côtés des officiers du Kremlin en cette journée historique pour les Russes, constitue un signal clair envoyé aux principales puissances impérialistes de même que la participation des militaires chinois au défilé ainsi que la présence de navires de la Marine de



l'Armée de libération du peuple aux côtés de la flotte russe en Mer Noire.

### Un déploiement de forces impressionnant

Le défilé de cette année a constitué une véritable vitrine pour l'industrie de l'armement russe avec, en invitées de choix, toute une série de nouveaux véhicules de combat. Le défilé a été l'occasion de présenter le tank de nouvelle génération T-14 Armata tout comme le véhicule de transport de troupes Kurganets-25, le système d'artillerie autopropulsé Koalitsya ou encore trois missiles balistiques intercontinentaux Yars. Avec un tel déploiement, le Kremlin envoie un message quant à sa volonté de réformer et de moderniser l'armée russe.

Pour ne prendre qu'un exemple, si l'on en croit les experts militaires, le tank Armata dispose d'une tourelle contrôlée à distance pourvue d'un canon de 125 mm capable de tirer des projectiles conventionnels ou téléguidés, les deux hommes d'équipage étant, eux, protégés par un blindage supérieur à celui de n'importe quel tank actuellement existant. Le système informatique du T-14, sa vitesse ainsi que sa manœuvrabilité en font un tank bien plus performant que l'actuel T-90 dont sont équipées les forces russes, le char Armata pouvant se transformer, par ailleurs, un véhicule de combat totalement robotisé. Il est prévu qu'à l'horizon 2020 l'armée russe dispose de 2300 T14 qui devraient remplacer l'ensemble des modèles actuels qui remontent à l'époque soviétique.

Les forces russes sont donc en train d'effectuer un certain nombre de transformations incluant une actualisation des doctrines militaires, une restructuration profonde de leur personnel ainsi que l'adoption d'une large palette de nouvelles technologies de développement récent. Ces changements sont essentiels pour que l'armée russe continue à tenir son rang et pour renforcer la position de la Russie en Ukraine et contre l'OTAN. Le défilé du 9 mai, le plus important de

ceux s'étant tenus à Moscou de par le passé, montre l'image d'une Russie qui se veut puissance militaire de premier ordre, disposant d'un équipement innovant, alors que l'ensemble des forces terrestres, navales et aériennes russes se métamorphosent.


### Le conflit ukrainien, toujours présent

Les perspectives d'une résolution pacifique de la guerre civile en Ukraine sont toujours aussi éloignées, comme nous le disions déjà par rapport aux Accords de Minsk II<sup>1</sup> qui ont mis un coup de frein relatif à l'escalade militaire. Même si, à l'instar des autres chefs d'Etats impérialistes, Angela Merkel n'a pas assisté au défilé militaire, ce n'est en revanche pas un hasard si la Chancelière allemande a tout de même participé au dépôt de gerbe en hommage aux victimes du nazisme.

Merkel est en effet la principale négociatrice entre Kiev et Moscou, de même qu'entre Moscou et les Occidentaux, et sa présence dans la capitale russe le 9 mai indique la continuité du rôle de Berlin en tant qu'intermédiaire dans le conflit ukrainien. Le succès de la médiation, néanmoins, est à discuter. La détérioration du rapport de force, sur le terrain, ces dernières semaines, les provocations continues de Washington et de ses alliés en Ukraine de même que la démonstration de force opérée par la Russie le 9 mai ne laissent augurer que de nouvelles escalades en Ukraine, alors que le niveau de frictions entre grandes puissances continuent à se développer à un niveau jamais vu depuis l'implosion de l'URSS. Pour les peuples d'Europe, les perspectives de guerre, y compris d'une guerre nucléaire, restent malheureusement une possibilité toujours existante.

11/05/15

[1] Lire à ce sujet «L'accord de Minsk : une nouvelle pause dans un conflit de longue durée», J. Chingo, 14/02/15, ccr4.org.



"Nous nous sommes battus contre le bipartisme et contre les grands groupes capitalistes."

Le cartel électoral trotskyste argentin, le Frente de Izquierda y de los Trabajadores (FIT, Front de Gauche et des Travailleurs) présentait Nicolás del Caño (PTS) aux élections municipales de ce dimanche à Mendoza, quatrième ville du pays. C'est le candidat de l'opposition, membre de l'Union Civique Radicale (UCR), qui a remporté le scrutin avec près de 60% des voix. Del Caño, l'un des trois députés nationaux du FIT qui siègent actuellement au Parlement, est cependant arrivé en deuxième position, avec 17% des voix, devant le Front Pour la Victoire (FPV) de la présidente Christina Kirchner qui n'a récolté que 14,6%. Pour la troisième fois consécutive depuis le début de l'année, le FIT réalise un excellent score à des élections à un poste exécutif où, traditionnellement, l'extrême gauche est en retrait. Cette fois, del Caño a augmenté son nombre de voix par rapport aux «primaires obligatoires» de février, quand il avait obtenu 14% des voix.



**17% des voix. Scrutin historique pour le FIT**

## EN ARGENTINE, LE TROTSKISME ARRIVE EN DEUXIÈME POSITION AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MENDOZA

*Comité de Rédaction*

Rien n'était gagné d'avance, cependant, car la dynamique de « fin de cycle » du kirchnérisme, au pouvoir depuis douze ans, s'exprime également à travers la montée en force de plusieurs personnalités et partis plus à droite face auxquels les candidats soutenus par le gouvernement apparaissent, pour toute une frange des classes populaires, comme un « moindre mal ». Par ailleurs, ces élections ne donnaient droit à quasiment aucun espace télévisé ou radio gratuit. Tous ces éléments pouvaient faire craindre un net recul des scores du FIT. Dans ce cadre, on peut affirmer qu'il s'agit d'une élection historique pour le trotskysme en Argentine. Avec près de 17%, il s'agit-là du meilleur résultat de l'extrême-gauche pour un poste exécutif depuis la chute de la dictature en 1983 et ce résultat conforte la pré-candidature de del Caño pour les élections présidentielles d'octobre prochain.

Avec ce pourcentage, le FIT s'affirme comme l'une des trois forces poli-

tiques les plus importantes de Mendoza et se renforce au niveau national comme une alternative après avoir remporté, la semaine dernière, deux sièges au parlement provincial de Neuquén, dans le Sud du pays. Le FIT a aussi obtenu un bon score à Buenos Aires. A Santa Fe, le FIT a réussi à dépasser le seuil de proscription et à déjouer la tentative de fraude. On estime que pour les prochaines élections au poste de gouverneur de la province de Mendoza qui devraient se tenir le 21 juin prochain, Noelia Barbeito pourrait dépasser les 7% obtenus par le FIT il y a quinze jours lors des « primaires obligatoires ».

Depuis le QG du FIT del Caño a souligné combien « nous nous sommes battus contre le bipartisme qui gouverne la province depuis trente-deux ans et contre les grands groupes capitalistes. Avec ce résultat, c'est une alternative politique pour les travailleurs, les femmes et la jeunesse qui se renforce ». « Des milliers de travailleurs ont tourné le dos aux candidats

de l'austérité, a-t-il rajouté. (...) Dans des quartiers populaires comme ceux de l'Ouest de la ville et dans le quatrième arrondissement électoral, le FIT dépasse 22% des voix. Nous sommes très satisfaits parce que ce soutien de la part des classes populaires de Mendoza est une reconnaissance pour le travail du FIT en termes de défense des droits des salariés, des femmes et des jeunes ».

Des six postes au conseil municipal qui étaient en jeu, le FIT en remporte un qui sera occupé par Andrés Elías, du PO, qui accompagnera Macarena Escudera, du PTS, déjà élue conseillère municipale en avril 2014. Del Caño a également souligné que « les conseillers du FIT défendront au conseil municipal un agenda de revendications ouvrières et s'opposeront aux politiques de répression et d'austérité que le maire Suarez essaiera de mettre en place ».

04/05/15



Les femmes dans le monde arabe et musulman

## Le féminisme face à l'islamophobie occidentale

*Cynthia Lub*

Nous publions la traduction de cet article paru sur [clase-contraclase.org](http://clase-contraclase.org) le 24/03/15 (« El feminismo frente a la islamofobia occidental ») à titre de réflexion sur cette problématique des plus actuelles.

*Après les attentats de janvier, l'augmentation du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie érige encore une fois la femme en symbole du «retard» et de la «barbarie» du monde arabe et musulman.*

*La théorie du «choc des civilisations» trouve aussi une expression dans le féminisme, même si les préjugés raciaux sur la «femme occidentale» et l'exotisation des femmes arabes sont loin d'être nouveaux. Ils se manifestent par le mépris des luttes de ces femmes, pour mieux enseigner les «valeurs occidentales supérieures» à ces femmes prétendument «passives et soumises». Cela passe notamment par ce que beaucoup de féministes appellent «l'uniformisation» des femmes de pays coloniaux ou semi-coloniaux, par le biais d'une généralisation du comportement «des autres», toujours discuté d'un point de vue eurocentré. Il se crée ainsi un idéal faussé de supériorité et de progrès occidental.*

*Loin d'une soumission passive, les femmes arabes et musulmanes ont su reconnaître à la fois les particularités de leur propre horizon historico-social dans lequel s'inscrivent les relations d'oppression, et à la fois l'universalité de problèmes partagés par toutes leurs sœurs de classe : la dureté de leurs conditions de travail, l'absence ou le manque de droits sociaux et politiques, les violences et les agressions sexuelles, entre autres.*



## Les multiples stratégies de lutte des «femmes du harem»

L'histoire des femmes arabes musulmanes n'a cessé de rompre les limites de la figure des «femmes du harem», analysant le caractère de leur oppression et développant une stratégie pour la libération de leurs doubles chaînes, c'est-à-dire à la fois de l'oppression exercée par les pouvoirs autochtones, et de celle exercée par le pouvoir colonial occidental des pays impérialistes.

Le mouvement féministe des femmes arabes et musulmanes a lutté pour le droit de vote, le droit à participer à la vie politique, pour l'égalité au travail et dans l'éducation, ainsi que différentes revendications liées à la polygamie - qui ne favorisait que les hommes au détriment des femmes -, à la réduction du droit absolu des hommes concernant le divorce, et à l'augmentation de l'âge légal du mariage des filles.

La féministe marxiste égyptienne Nawal al Saadawi<sup>1</sup>, psychiatre et écrivaine, raconte comment les femmes qui se sont intégrées au travail indus-

[1] Nawal al Saadawi (1931), est l'une des figures décisives, dont la trajectoire commence avec la seconde vague du féminisme égyptien des années 1970-1980. En 1972, elle publie le livre «Femmes et sexualité», dont les thèses subversives sur la sexualité des femmes égyptiennes et ses conséquences sur la santé ont mis en lumière le débat sur les pratiques de mutilations génitales des jeunes filles. Elle développa son militantisme féministe sur cette question de mutilation, en critiquant la religion musulmane, ce qui lui valut la prison et l'exil. Comme d'autres, son ouvrage «Le visage nu de la femme arabe» (2001) raconte sa propre expérience, lorsqu'elle subit l'excision dans sa jeunesse. Quant à ses célèbres «Mémoires de la prison des femmes», elle les a écrites sur un rouleau de papier hygiénique pendant qu'elle purgeait sa peine.

triel en Égypte pendant les premières décennies du XXe siècle ont été les premières actrices à mener des grèves et des occupations d'usines pour exiger la réduction de la journée de travail et les congés de maternité. De nombreuses femmes devaient en effet cacher leurs grossesses pour éviter de se faire licencier et bien souvent des avortements étaient provoqués avec des tiges d'un végétal : rien de bien différent en réalité de la situation des femmes françaises avant la légalisation de l'avortement, ou des femmes espagnoles pendant le franquisme.

Le développement de la littérature écrite par des femmes a été très important à cette époque, révélant ainsi la situation d'oppression des femmes et livrant les premières analyses des voies d'émancipation. C'est le cas par exemple de l'égyptienne Hafni Nassif, qui lutta pour l'accès à l'éducation pour les filles et écrivit dans la presse sur la question du divorce, du mariage, et de la mise à l'écart des femmes.

L'historienne féministe Mary Nash explique comment «les femmes ont déployé de nombreuses ressources et stratégies pour obtenir non seulement les droits qui leur étaient propres mais aussi l'indépendance nationale, avant, pendant et après les processus de décolonisation»<sup>2</sup>. En Égypte, en Tunisie, au Maroc et en Algérie, elles ont joué un rôle actif dans ces processus. Nadal al Saadawi raconte les mobilisations des femmes en Égypte, qui coupaient les lignes téléphoniques et sabotaient les chemins de fer pour bloquer le passage des troupes britanniques pendant les soulève-

[2] M. Nash, "Trayectorias anticoloniales, postcoloniales y antirracistas. El rechazo de la subalternidad", Mujeres en el Mundo. Historia, retos y movimientos, Madrid, Alianza Editorial, 2004, p. 255.

ments de 1919. Certaines ont assailli les casernes et les prisons dans lesquelles étaient enfermés les leaders du mouvement. Des centaines de ces femmes ont été assassinées. Une féministe marocaine reconnue, Fátima Mernissi<sup>3</sup>, critique aussi bien les pouvoirs autochtones qu'un secteur du féminisme occidental qui sous-estimait les capacités de mobilisation des femmes arabes :

*«Quand je rencontre une féministe occidentale qui pense que je devrais lui être reconnaissante pour ma propre évolution dans le féminisme, ce n'est pas tant du futur de la solidarité internationale des femmes dont je me préoccupe, que de la capacité du féminisme occidental à créer des mobilisations sociales populaires, qui permettraient d'atteindre un changement structurel dans les capitales mondiales de leur propre empire industriel»<sup>4</sup>.*

Cette auteure explique le féminisme arabe à partir de sa propre expérience, affirmant que l'opposition et la critique des leaders religieux conservateurs arabes et des principes de l'Islam patriarcal viennent en premier lieu des femmes arabes elles-mêmes. Elles ont d'ailleurs été considérées comme une menace pour le système patriarcal, bien souvent accusées par les leaders religieux conservateurs d'introduire des idées destructrices importées d'Occident.

[3] Fátima Mernissi a écrit de nombreux ouvrages, traduits dans différentes langues : « Sexe, idéologie, islam » (1975), « Sultanes oubliés » (1990), « Le Maroc raconté par des femmes » (1991), « Rêves de femmes : Une enfance au harem » (1994), « La peur-modernité : Conflit Islam démocratie » (2007).

[4] Fatima Mernissi, El poder olvidado. Las mujeres ante un Islam en cambio, Barcelona, Icaria, 1995, p. 47.



## Usages et symboles du voile

Les féministes arabes ont beaucoup critiqué le fait que le «féminisme occidental», comme on a pu l'appeler, insistait énormément sur une supposée connexion entre la culture et l'oppression des femmes. De cette idée découle la stratégie d'«abandon de la culture autochtone» comme voie d'émancipation. L'interdiction du port du voile (du hijab) s'inscrit dans cette logique.

Le débat sur le hijab est apparu au XIX<sup>e</sup> siècle en Égypte, sous la colonisation britannique. Certains leaders du monde arabo-musulman qui luttaient notamment pour les droits des femmes à l'éducation considérèrent alors, influencés par le discours colonial européen, que le port du voile était un «symbole de retard culturel».

Les nouveaux courants féministes arabes du XX<sup>e</sup> siècle ont remis en cause ces réformateurs et leur statut officiel de «premiers féministes». Cette critique fut la base du féminisme anticolonial, qui rejette l'occidentalisation des politiques de genre, notamment l'interdiction du voile qui commençait à s'appliquer dans différents pays. C'est ainsi que le débat sur le voile s'est divisé entre deux positions, l'une considérant le voile comme un symbole du «retard culturel», et l'autre le considérant comme une identification de la culture arabe

et musulmane s'opposant au pouvoir des colons.

Il existe de nombreux débats historiques et actuels sur ce sujet, sur la signification du voile et sur ce qu'il symbolise. Pour mieux les comprendre, il est nécessaire de replacer dans leur contexte les politiques mises en place en faveur ou contre le port du voile. A partir du XX<sup>e</sup> siècle, sa signification a subi un changement profond, lié au développement des processus anticoloniaux, en devenant un «symbole de la résistance anticoloniale». Comme l'écrit Frantz Fanon lorsqu'il décrit la lutte d'indépendance de l'Algérie dans les années 50, à l'époque, plus de 10 000 femmes sont descendues dans les rues pour protester contre l'interdiction du port du voile par l'Etat français, comme on peut le voir dans le film *La bataille d'Alger*.

En parallèle, des mouvements de femmes et de féministes ont lutté dans différents contextes contre l'imposition du hijab ou contre ce que l'on appelle parfois le «voile intégral», la burka et le niqab, sans pour autant abandonner la lutte contre le pouvoir colonial, en s'affrontant dans le même temps aux pouvoirs autochtones. Ce fut le cas notamment de la Fédération des femmes dans les années 1920, composée majoritairement de femmes de classes aisées, qui manifestèrent pour l'abolition du voile; une lutte qui, selon al Saadawi, n'était pas le centre d'attention des femmes travailleuses ou paysannes, notamment

parce qu'elles n'avaient pas l'habitude de le porter dans les usines ou les champs.

En Europe, le débat a été réactualisé ces dernières années suite à l'interdiction de la burka et du niqab en France, en Belgique, aux Pays Bas, au Luxembourg, dans certains conseils municipaux de Catalogne dans l'État Espagnol, en Allemagne – où la moitié des États interdisent le voile – et en Italie, où la loi anti-terroriste de 1970 interdit tout ce qui pourrait cacher le visage.

Cette interdiction «au nom de la liberté» des femmes n'est rien de plus que le masque légal de la persécution quotidienne, xénophobe et raciste, subie par les populations immigrées.

## Les différentes tendances du féminisme du monde arabe

A la chaleur des grandes expériences de luttes et d'organisation ont surgi de nombreux débats entre le «féminisme arabo-musulman» et le «féminisme islamique» au cours des années 1990. Malgré leurs différences, le point d'accord entre ces deux courants est la critique de ce qui est identifié comme «féminisme occidental», un féminisme qui n'est que l'écho de l'«impérialisme culturel», ce qui conduit à deux grandes conséquences pour le mouvement féministe. La première, c'est un rejet du mouvement féministe dans les sociétés arabes et

musulmanes, soutenu par les forces politiques et religieuses conservatrices qui accusent le féminisme d'être l'«ennemi de la culture traditionnelle et de la religion». La seconde, c'est l'émergence d'un mouvement féministe large, du laïcisme à l'islamisme.

Récemment, la publication *L'émergence du féminisme islamique*<sup>5</sup>, revenait sur l'émergence de ce courant<sup>6</sup>, qui se caractérisait par le rejet du «féminisme colonial» et de l'idée que «l'occidentalisation entendue comme abandon de l'islam» soit le seul chemin pour obtenir la libération des femmes musulmanes. L'ouvrage revendique alors une émancipation des femmes «dans le cadre de l'islam religieux» et dénonce une dégradation de la tradition de l'islam et une mauvaise interprétation des textes sacrés. Il propose alors une relecture de ces textes à travers une «herméneutique coranique» qui dévoilerait un «islam authentique» contenant un «Coran libérateur de la femme».

Bien que le «féminisme islamique» se différencie des leaders religieux conservateurs arabes – qui, sous couvert de lutte contre la «pénétration occidentale» ne font que perpétuer les pratiques patriarcales les plus réactionnaires – il existe néanmoins une grande contradiction dans le fait de vouloir rechercher au sein de la religion les bases de l'émancipation des femmes, car celle-ci possède des liens étroits avec les États et les différentes institutions du système patriarcal, lui-même si cher aux sociétés capitalistes.

[5] La emergencia del feminismo islámico. Selección de ponencias del Primer y Segundo Congreso Internacional de Feminismo Islámico, Barcelona, Ed. Oozebap, 2008.

[6] L'émergence du «féminisme islamique» dans les années 1990 peut s'expliquer par ce que différents chercheurs occidentaux ont appelé «la ré-islamisation» de la sphère politique suite aux décennies d'hégémonie de nationalisme laïc. A ce propos, on peut se référer à l'article de Claudia Cinatti, "Islam político, antiimperialismo y marxismo" (disponible sur [www.ft-ci.org](http://www.ft-ci.org)) qui, bien qu'écrit en 2007, conserve sa validité pour analyser l'émergence de l'islamisme politique.

Sur ce point, les féministes arabes et musulmanes se sont vivement opposées au «féminisme islamique» en montrant que, même en plongeant dans une «relecture libératrice du Coran», il n'en reste pas moins que toutes les religions, et notamment l'islam, maintiennent une collaboration étroite avec l'État, le pouvoir politique et le système patriarcal. Même si certaines considèrent que l'islam a pu améliorer les droits des femmes à certains moments déterminés de l'histoire, elles expliquent que toutes les religions monothéistes sont patriarcales et qu'il n'est ainsi pas possible d'obtenir l'émancipation des femmes à travers cette logique strictement religieuse.

L'analyse de Nawal al Saadawi sur cette question est intéressante à plus d'un titre : «L'histoire a mis en évidence le lien étroit existant entre économie et religion, entre les nécessités économiques et les valeurs morales et sexuelles dominantes d'une société déterminée». A travers un récit détaillé du traitement réservé aux femmes sous le judaïsme, le christianisme et l'islam, elle fonde sa thèse selon laquelle «Les religions monothéistes, pour dicter les principes qui devaient régir le droit et le statut de la femme, se sont inspirées, comme nous l'avons vu, des valeurs qui régnaient dans les sociétés patriarcales et de classes».

Malgré cette classification synthétique, il est difficile de donner une division stricte de ces courants. De nombreuses féministes partagent des nuances qui se situent entre le féminisme islamique et le féminisme arabe et musulman. Fátima Mernissi par exemple pourrait être classée comme référente d'un croisement complexe entre ces deux courants.

### **Les milles et un problèmes des femmes des « Mille et une nuits »**

Il est plus que temps aujourd'hui de rompre avec la vision qui décrit les femmes arabes et musulmanes

comme de simples victimes, et de commencer à connaître les luttes qu'elles ont mené, les idées qu'elles ont porté pour la transformation de leurs sociétés.

De nombreuses intellectuelles et féministes musulmanes se sont efforcées de rompre la vision occidentale déformée des femmes arabes, qui prend sa source dans l'œuvre des Mille et une nuits. La femme qui pratique la danse du ventre, séduit les hommes, promet des nuits de passion et joue avec les secrets et les intrigues sur des tapis volants. Il n'y a rien à envier là-dedans aux histoires de princesses que la culture occidentale a tant su fabriquer.

Les luttes historiques et celles d'aujourd'hui menées par les femmes arabes et musulmanes, dans les rues et par l'organisation du mouvement des femmes à travers un large spectre de revendications, montrent bien que la question du voile et la «danse du ventre» sont bien loin des principales préoccupations. Il n'y a rien de plus en rupture avec l'image de la femme des Mille et une nuits que les femmes des révolutions arabes, actrices centrales de ces mobilisations. Pour la seule année 2010, on décompte plus de 300 grèves dans lesquelles les femmes ont fait irruption, en portant sur leurs épaules l'ensemble des problèmes sociaux qui affectaient les familles face à l'inflation des produits de base. Et les images des femmes égyptiennes et marocaines, pancartes et mégaphones à la main, s'affrontant aux forces répressives, ont fait le tour du monde.

L'occultation, la méconnaissance de leurs actions, et leur description comme simples victimes sont des mécanismes qui ne font que soutenir le racisme et l'islamophobie qui pèsent quotidiennement sur le quotidien des femmes qui vivent dans les pays d'Europe ou aux États Unis. Si l'oppression des femmes est double, comme femme et comme travailleuse, elle est triple en réalité dans les pays impérialistes pour toutes ces femmes.

24/03/15



## Mouvement LGBTI

# MARCHE DES FIERTÉS 2015

## NOUVELLES POLÉMIQUES À L’AFFICHE

Seb Scorza

*On pensait avoir tout vu lorsqu’en 2011 l’Inter-LGBT (principale coordination d’associations et collectifs LGBT en France, hégémonisée par le Parti Socialiste au pouvoir) avait produit une affiche bleu-blanc-rouge, avec un coq et un boa rose autour de son cou, et comme mot d’ordre de la Marche des Fiertés de cette année-là «aujourd’hui on marche, demain on vote». Après de nombreuses protestations l’affiche avait été retirée, laissant un goût amer dans la bouche de certainEs... Cette fois-ci l’Inter-LGBT récidive avec une affiche sans les couleurs pimpantes du drapeau national, mais pas moins ambiguë et problématique, qui en dit long sur l’horizon étroit du mouvement LGBT aujourd’hui.*

Ce n’est pas anodin que l’Inter-LGBT, qui regroupe des associations, des représentantEs de confédérations syndicales et de partis politiques (PG, PCF, EELV, entre autres), et même des collectifs LGBT d’entreprises importantes (comme EnerGay d’EDF et Gaz de France, Gare! de la SNCF ou Embrayage de PSA), choisisse comme mot d’ordre pour 2015 : «Nos luttes vous émancipent», avec pour logo une Marianne Noire. Ce n’est pas un hasard que cette affiche arrive après les attentats de janvier et l’union nationale qui s’en est suivie, dans un contexte de renforcement de l’exécutif, de répression accrue et d’attaques du gouvernement contre le monde du travail.

Aussitôt l’affiche dévoilée au printemps des associations par le président de l’Inter-LGBT, plusieurs voix se sont élevées pour critiquer le contenu homo-nationaliste de l’affiche. Gwen

Fauchois, ancienne vice-présidente d’Act Up, a déclaré dans Yagg : « La liste des problèmes suscités par cette affiche est longue. Mais à mon sens, il suffit de dire qu’elle est tout simplement raciste et colonialiste. » Dans le même sens, Thierry Schaffauser, cofondateur du Syndicat du travail sexuel (Strass), a également publié une tribune dans Yagg sur cette affaire : « Soit l’Inter-LGBT assume un positionnement républicain (et sa teneur raciste) en disant clairement qu’elle emmerde ceux qui ne s’y reconnaissent pas, soit elle doit faire l’effort de comprendre que nos communautés sont riches de cultures militantes variées ».

L’argument avancé souvent par les tenantEs de la recherche d’une « respectabilité middle-class » selon Fauchois (respectabilité bourgeoise, dirions-nous), pour les LGBT, qui voudrait que « nos luttes soient communes » et que

« nos divisions » nourrissent « nos ennemis communs », ne sert qu’à cacher les vraies divisions et les vraies oppositions dans la société. Effectivement, après trois ans de gouvernement PS et de promesses trahies, une chose est sûre : ce n’est pas par la stratégie de l’Inter-LGBT faite de persuasion, conciliation ou concessions aux partis de la bourgeoisie et à la morale dominante que la LGBT-phobie pourra être combattue, ou qu’on obtiendra la PMA pour toutes et la satisfaction des droits des personnes trans, entre autres. Mais le plus grave encore, c’est d’imprégner les luttes LGBT de l’universalisme républicain raciste qui repeint en rose les bombes de l’impérialisme français et qui dénonce une homophobie fantasmée qui serait spécifique aux banlieues et à la classe ouvrière.

Comme le soulignait Daniel Guérin dans *Homosexualité et révolution*

# « ALL THE WORLD'S FUTURES »

## MARX À VENISE. UNE BIENNALE SOUS LE SIGNE DE LA TRANSFORMATION

*Paul Tanguy*

*La Biennale de Venise réunit tous les deux ans les grands noms de l'art contemporain, peintres, sculpteurs, photographes et performeurs, convoqués par un artiste-commissaire autour d'une thématique. Si la 54ème édition proposait un long voyage au bout de la nuit, dans le ciel étoilé, la 56ème est, quant à elle, profondément enracinée sur terre, dans notre monde, son présent et ses futurs possible. «All the world's future», c'est le titre choisi par l'artiste nigérian Okwui Enwezor pour l'édition 2015 qui ouvre ses portes au public le 9 mai. «Tous les futurs du monde» est un parcours situé entre l'Histoire et l'oralité, une oralité de la dénonciation, de la critique et des luttes, un parcours scandé par Le Capital, de Karl Marx, transformé en oratorio de notre modernité.*

(1983), «jamais la bourgeoisie dans son ensemble ne lèvera tout à fait l'interdit lancé contre les dissidences sexuelles.» Cela fait un moment que les revendications LGBT se heurtent à leur récupération républicaine et aux limites de la société bourgeoise. En poursuivant son institutionnalisation et en centrant ses revendications sur un secteur mieux positionné et plus stable socialement, laissant de côté les plus précaires et marginalisés par la société, le mouvement LGBT perdrait de sa radicalité. C'est en ce sens que l'auto-organisation des opprimés, de manière indépendante du gouvernement et du patronat et leur convergence avec le monde du travail en lutte est plus que jamais nécessaire pour faire changer de cap au mouvement LGBT et faire aboutir nos revendications.

La parole visionnaire de Marx dit le monde, notre monde, et prédit nos futurs, possibles, effroyables ou souhaitables. «Dire l'avenir», voici l'axe qui domine la 56ème édition de la Biennale de Venise. Il ne s'agit, en aucun cas, d'un prétexte à une fuite en avant déconnectée du monde. L'édition 2015 se situe, au contraire, pleinement ancrée dans notre temps. Pour Okwui Enwezor, «les fractures qui traversent aujourd'hui les quatre coins de la planète ré-évoquent les ruines évanescentes des catastrophes précédentes accumulées aux pieds de l'ange de l'Histoire, de l'Angelus Novus de Benjamin. Comment faire pour saisir pleinement l'inquiétude de notre époque, la rendre compréhensible, et l'articuler?»



Pour répondre à cette interrogation multiple, pour dépasser la réalité décomposée et fragmentaire que nous proposent les médiations habituelles et dominantes pour que nous nous y perdions et nous nous n'y retrouvions pas «les nôtres», Enwezor fait appel à l'art pour proposer des clefs de lecture et des instruments de critique pour appréhender notre époque. En 1974, déjà, la Biennale avait été organisée comme un large meeting autour de la solidarité à l'égard du Chili. L'histoire et la politique y étaient fortement entrelacés pour expliquer à la fois les espoirs d'un processus révolutionnaire, les raisons d'une défaite et la barbarie pinochétiste-impérialiste. Enwezor se place dans cette continuité.

«Les changements radicaux qui ont eu lieu au cours des deux derniers siècles, souligne-t-il, —qui vont de la modernité industrielle à la modernité post-industrielle, de la modernité technologique à la modernité digitale, de la migration de masse à la mobilité de masse, [qui génèrent] les désastres environnementaux et les guerres génocidaires, la modernité et la post-modernité, le chaos et la promesse— ont produit de nouveaux espaces fascinants pour les artistes, écrivains, cinéastes, performeurs, compositeurs, musiciens».

L'un de ces espaces, central dans la Biennale, est précisément le film-fléuve *Das Kapital*, d'Alexander Kluge. Kluge a su porter à terme un projet vieux de quatre-vingt-dix ans, conçu par l'auteur du *Cuirassé Potemkine* et d'*Octobre*, à la fin des années 1920, et jamais réalisé. A travers un certain nombre d'images d'archives, de productions eisensteiniennes et d'entrevues, le réalisateur et écrivain allemand se propose de filmer Marx, un Marx actuel et qui serait notre contemporain.

Le parcours s'articule autour d'autres œuvres, dont le diptyque sonore d'Olaf Nicolai. Nicolai reprend en effet *Non consumiamo Marx* [«Marx n'est pas consommable» (1969)], du compositeur italien Luigi Nono —auteur, entre autres, de *Nous sommes la*

*jeunesse du Vietnam*(1973)—, la voix de Cesare Pavese qu'il croise à des sons et des bruits captés sur les barricades parisiennes pendant le «Joli mois de mai» 1968.

Enwezor ne pouvait manquer, dans cet esprit, de rendre hommage à deux grands cinéastes disparus récemment, avec Chris Marker, d'un côté, et Harun Farocki, de l'autre. La Biennale propose en effet une sorte de cartographie raisonnée des œuvres du réalisateur-documentariste allemand présentant, chaque jour, l'un de ses quatre-vingt-sept films.

La voix et la parole étant également l'un des fils conducteurs de la Biennale, le spectateur-flâneur y est habitué par d'autres sons, familiers ou lointains, mais qui restent toujours, pour reprendre Pavese, des voix de «camarades». On songera notamment à celle de Pier Paolo Pasolini récitant *Guinea*, contrepoint poétique et intime à la dégradation contemporaine imposée par le capitalisme industriel.

On écouterait également les voix de l'enfermement, qui brisent le cercle de fer de l'aliénation et de l'exploitation. Le pianiste et compositeur américain Jason Moran donne à entendre une anthologie de chansons du labeur, passé et présent, qui résonnent en écho à la présentation de l'œuvre photographique *Let us praise famous men*, une galerie de portraits de famille de métayers de l'Alabama, réalisée en 1941, face-cachée du «rêve américain». Moran fait résonner également, dans son travail, les chants des condamnés aux travaux forcés du pénitencier central de Louisiane, «l'Alcatraz du Sud», qui acquièrent une puissance toute particulière au contact des émeutes contre les violences policières que connaissent, aujourd'hui, les Etats-Unis.

La Grande-Bretagne qui vient de confirmer les conservateurs à Downing Street est, quant à elle, représentée par Jeremy Deller, présent, déjà, à Venise, en 2013. Deller propose ses *Factory folk songs*, autant de chants d'usines

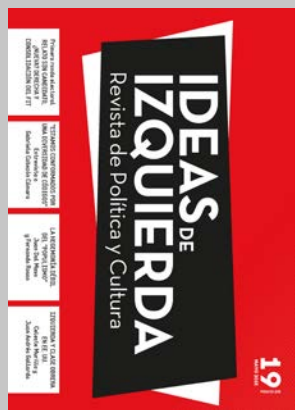
et de mélopées prolétariennes remontant, pour certaines, au début de la révolution industrielle, visant à adoucir ou à dénoncer les dures conditions de détention des bagnes salariés que sont les entreprises du capital, y compris dans les pays «avancés».

Sans céder aux tentations esthétiques ni verser dans une lecture caricaturale de notre époque, La Biennale a donc invité Marx sur la lagune. Jusqu'au 22 novembre 2015, les «nouveaux mondes possibles» de notre futur se donnent à voir et à écouter, sur les rythmes contemporains du *Capital*. C'est à une invitation urgente à la transformation que convoque Enwezor.

08/05/15



## Ideas de Izquierda, Revue mensuelle d'extrême- gauche



Alors que des millions de personnes descendent dans les rues du monde entier pour participer à des mobilisations massives, l'objectif de la revue mensuelle *Ideas de Izquierda* (« Idées de Gauche » : entendre extrême-gauche), née en juillet 2013 en Argentine, est de publier des articles, y compris de polémique, et des interviews sur des questions politiques et culturelles variées, allant des enquêtes sur de grands problèmes nationaux, à des contributions théoriques sur l'actualité du marxisme, en passant par des débats politiques et des interviews avec des intellectuels d'horizons variés au plan international. Ont déjà contribué, par exemple, Eduardo Grüner, Noam Chomsky, Daniel James, et Terry Eagleton.

Publiée en espagnol, *Ideas de Izquierda* s'intéresse particulièrement à la situation latino-américaine, sujet qui fait peu l'objet de bonnes analyses marxistes en Europe. Par ailleurs, ses contributions sur l'état économique, idéologique, culturel et politique du capitalisme mondialisé et des luttes de classes convulsives qui l'émaillent à l'échelle de la planète entière, intéresseront directement le lecteur européen.

Tirant à 10.000 exemplaires chaque mois, la revue est disponible en version papier en dépôt-vente à la Librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 PARIS.

[www.ideasdeizquierda.org](http://www.ideasdeizquierda.org)

La revue **Révolution Permanente**, à parution trimestrielle depuis juin 2011, est disponible sur [www.ccr4.org](http://www.ccr4.org).

Pour nous contacter, commander d'anciens numéros de la revue, recevoir la lettre électronique du CCR... écrire à [ccr4.npa@gmail.com](mailto:ccr4.npa@gmail.com)

N° spécial (2013) :  
"Zanon sous contrôle ouvrier."  
Un exemple de lutte contre les fermetures d'usine"



## Les Cahiers de Révolution Permanente

N°1, paru en décembre 2013

### Manifeste pour un Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste (Quatrième Internationale)

Ce manifeste a été adopté par la VIIIème Conférence Internationale de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale qui s'est tenue à Buenos Aires en août 2013. Le Courant Communiste Révolutionnaire du NPA salue la démarche qui préside à ce manifeste et s'en fait l'écho, de façon à contribuer à la reconstruction d'une perspective révolutionnaire et internationaliste, plus que jamais nécessaire.



N°2, paru en mai 2014

### La classe ouvrière en France : mythes & réalités Pour une cartographie objective et subjective des forces prolétariennes contemporaines

Dans la tradition de l'enquête ouvrière inaugurée par Engels et Marx, l'étude procède à un état des lieux du prolétariat français, de sa composition et de ses nouvelles localisations (dans l'industrie comme le service) à l'aune d'une vision d'ensemble des mutations de l'appareil productif depuis les années 1970. Cette partie plus empirique montre que le prolétariat, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, reste la classe majoritaire dans la France contemporaine. Sur cette base sont donc interrogées les raisons historiques pour lesquelles elle est progressivement devenue invisible à ses propres yeux depuis les années 1980, pour lesquelles les prolétaires, même lorsqu'ils sont conscients de leur exploitation et qu'ils luttent, ne se pensent plus subjectivement comme membre d'une telle classe.

Interroger cette crise de subjectivité, c'est évidemment dans le but de la résoudre, dans la perspective de la reconstruction d'un mouvement ouvrier conscient de ses forces et de sa centralité stratégique. La jeune génération cheminote qui mit en difficulté les centrales syndicales en juin 2014, puis l'épreuve de force inattendue que les pilotes d'Air France ont imposée dans la foulée à leur direction et au gouvernement, nous montrent aujourd'hui que, si difficile que cela soit, il n'y a rien qui puisse justifier le pessimisme et le défaitisme. A l'heure où les gouvernements bourgeois de droite et de gauche mènent tous des politiques anti-ouvrières, il est temps de se réarmer théoriquement avec la rigueur et l'intransigeance nécessaires, et, en s'appuyant sur cette combattivité renaissante, que les grèves actuelles pour les salaires et les luttes contre la précarité réactivent, de rappeler que seuls les travailleurs pourront trouver la solution à la crise permanente du système : en la faisant payer aux capitalistes et en instaurant leur propre pouvoir de classe.





**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE



**COURANT  
COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE**

Site Internet :  
[WWW.CCR4.ORG](http://WWW.CCR4.ORG)

Contact mail :  
[CCR4.NPA@GMAIL.COM](mailto:CCR4.NPA@GMAIL.COM)



**COURANT COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE**

## ● DOSSIER : LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

Répression et tournant bonapartiste en France  
Campagne contre la répression : lutter pour notre droit à la révolte  
Baltimore : retour de la question Noire  
Méditerranée : des massacres prémédités  
Ordre bourgeois, pouvoir et néo-utopisme

## ● SITUATION NATIONALE

Droit du travail : trois ans d'attaques socialistes  
Déjà trois mois de lutte pour les Carrefour Market !  
Menaces sur l'emploi à Malhe-Behr France

## ● SITUATION INTERNATIONALE

Grèce : Tsipras face à la Troïka  
Russie : défilé du 9 mai et démonstration de force pour Poutine  
Argentine : succès électoraux à Mendoza

## ● BREAD & ROSES

Le féminisme face à l'islamophobie occidentale  
Marche des Fiertés 2015 : nouvelles polémiques à l'affiche

## ● KULTUR & KRITIK

Marx à Venise. Une biennale sous le signe de la transformation